



**MINES RICHMONT INC.  
RAPPORT AUX ACTIONNAIRES**

**3**

**Troisième trimestre terminé le 30 septembre 2011**

**Pour information**

Jennifer Aitken  
Responsable des relations avec les investisseurs  
Mines Richmont inc.  
1501, avenue McGill College  
Bureau 2930  
Montréal (Québec) Téléphone : 514 397-1410  
Canada H3A 3M8 Télécopieur : 514 397-8620

info@richmont-mines.com www.richmont-mines.com

Symbole boursier : RIC Inscriptions : Toronto – NYSE Amex

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### GÉNÉRAL

Ce présent rapport de gestion est destiné à vous assister dans la compréhension et l'évaluation des changements de notre condition financière et opérationnelle qui ont eu lieu au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011. Nous vous suggérons de lire ce document conjointement avec les états financiers intermédiaires non audités du trimestre terminé le 30 septembre 2011 et les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, ainsi qu'avec les notes s'y rapportant. Tous les montants sont en dollars canadiens et sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), à moins d'indication contraire. Les données de production sont présentées en mesure métrique, la méthode la plus utilisée au Canada. L'année financière 2011 est la première année où les états financiers de la société sont préparés conformément aux IFRS. Par conséquent, les montants comparatifs pour 2010 ont été retraités pour passer des principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada ») et se conformer aux IFRS. Le rapprochement avec les états financiers conformes aux PCGR du Canada, déjà publiés, est résumé à la Note 21 des états financiers intermédiaires consolidés. De plus, l'IFRS 1 permet, à la première adoption des normes, certaines exemptions à l'application rétrospective des IFRS dans le bilan d'ouverture de la situation financière. Lorsque ces exemptions ont été utilisées, elles ont été expliquées à la Note 21 des états financiers intermédiaires consolidés. Il est possible d'obtenir plus de renseignements sur Mines Richmond en consultant les sites Internet de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et de la société ([www.richmont-mines.com](http://www.richmont-mines.com)). En plus des informations historiques, ce rapport de gestion contient de l'information prospective. Nous vous prions de consulter la déclaration prospective en page 22.

### FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

- Résultat net de 6,1 millions \$, ou 0,19 \$ par action, au T3 2011, comparativement à un résultat net de 2,5 millions \$, ou 0,08 \$ par action, au T3 2010;
- Résultat net de 19,8 millions \$, ou 0,63 \$ par action, pour les neuf premiers mois de 2011, comparativement à un résultat net de 4,7 millions \$, ou 0,17 \$ par action, au cours de la période comparable de 2010;
- 12,0 millions \$, ou 0,38 \$ par action, de liquidités générées par les opérations au T3 2011 comparativement à 6,3 millions \$, ou 0,20 \$ par action, au T3 2010;
- 29,5 millions \$, ou 0,94 \$ par action, de liquidités générées par les opérations depuis le début de l'année, comparativement à 13,1 millions \$, ou 0,47 \$ par action, en 2010;
- Ventes de 17 832 onces d'or à un prix de vente moyen de 1 739 \$ US (1 701 \$ CAN) l'once au T3 2011, comparativement à des ventes de 18 084 onces d'or à un prix de vente moyen de 1 251 \$ US (1 288 \$ CAN) l'once au T3 2010;
- Fonds de roulement de 58,8 millions \$, incluant 53,8 millions \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 septembre 2011; aucun contrat de couverture sur l'or et les devises et aucune dette à long terme.

### Survól du troisième trimestre de 2011

Dans ses commentaires sur le troisième trimestre, M. Martin Rivard, président et chef de la direction de Mines Richmond a mentionné : « Nous sommes dans l'ensemble très satisfaits de nos résultats trimestriels. Notre résultat net de 6,1 millions \$ a augmenté significativement par rapport aux 2,5 millions \$ de l'an passé. Les opérations ont généré des liquidités de 12,0 millions \$ et notre trésorerie a augmenté de 5,5 millions \$ au cours du trimestre, ce qui indique que nos opérations continuent d'offrir de bons rendements. Au niveau des opérations, la mine Beaufor a généré de bons résultats, avec une augmentation du tonnage et des ventes d'or par rapport aux niveaux de l'an passé. Depuis le début de l'année, cette mine a aussi démontré une solide performance avec des ventes de 19 942 onces d'or, une progression notable de 31 % comparativement à l'an passé, et une teneur récupérée de 8,28 g/t, soit 30 % plus élevée qu'en 2010. Au cours du trimestre, nous avons obtenu le Certificat d'Autorisation nous permettant de procéder au développement de la Zone W, une zone satellite située près de la surface sur la propriété Beaufor. Nous avons entrepris la construction du portail et nous prévoyons que les travaux de développement requis pour accéder à la zone minéralisée s'échelonnent sur un an. Notre mine Island Gold a généré des résultats au troisième trimestre qui étaient légèrement inférieurs aux niveaux de l'an dernier, principalement en raison de réparations imprévues à l'alimentation de la trémie à l'usine au cours du trimestre. Néanmoins, les résultats demeurent solides à cette mine, puisque tant les teneurs récupérées que les ventes d'or ont progressé de 9 % au cours des neuf premiers mois de l'année 2011 comparativement aux niveaux de 2010. »

À propos des travaux de développement en cours à la mine Francoeur, M. Rivard a mentionné : « Nous avons complété 1 249 mètres de développement souterrain et 3 718 mètres de forage de définition à Francoeur au cours du trimestre. De plus, 8 455 tonnes de minerai de développement à basse teneur provenant de Francoeur ont été traitées à l'usine Camflo, ce qui a généré 702 onces d'or. Bien que nous ayons présentement 110 employés à la mine Francoeur, contribuant tous à l'avancement de ce projet, notre défi consiste à recruter une main-d'œuvre spécialisée dans un contexte compétitif tout en s'assurant que nos employés reçoivent une formation adéquate pour le type d'exploitation conventionnelle qui caractérise cette mine. La préparation des chantiers continue de progresser et nous nous attendons à pouvoir compter sur un minimum de cinq chantiers prêts à l'exploitation à Francoeur au début de 2012. Néanmoins, nous ne prévoyons pas à l'heure actuelle que la mine pourra atteindre l'objectif annoncé antérieurement de produire entre 10 000 et 15 000 onces d'or à partir du minerai de développement en 2011, puisque le développement progresse plus lentement que nous l'anticipons. Conséquemment, nous avons révisé notre objectif de production totale de la société pour 2011, qui était de 80 000 à 85 000 onces d'or à un objectif de 75 000 à 80 000 onces d'or, incluant les onces provenant du développement de Francoeur, et nous sommes déterminés à amener Francoeur au stade de production commerciale au cours du premier semestre de 2012. »

Finalement, concernant le programme d'exploration intensif de Richmond en 2011, M. Martin Rivard a commenté : « Notre programme de forage de 45 000 mètres sur Wasamac se poursuit, et les résultats obtenus jusqu'à présent confirment notre opinion à l'effet que cette propriété pourrait avoir un impact significatif sur la production future de Richmond. Nous sommes déterminés à évaluer le potentiel à long terme de cette propriété pour nos actionnaires et à cet effet, nos objectifs à court terme sont axés sur l'achèvement du programme de forage d'exploration intensif en 2011, la mise à jour du calcul de ressources au quatrième trimestre de cette année, puis la réalisation d'une évaluation économique préliminaire au premier trimestre de 2012. Des progrès satisfaisants ont été réalisés dans le cadre du programme d'exploration sur Monique, et nous nous prévoyons finaliser un rapport technique conforme au Règlement 43-101 au quatrième trimestre de cette année. Ces deux propriétés, Monique et Wasamac, ont le potentiel de contribuer au profil de production futur de Richmond et nous sommes enthousiastes quant au potentiel à long terme de ces actifs pour nos actionnaires. »

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES<sup>1</sup>

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
<b>PRINCIPALES DONNÉES PAR ONCE D'OR</b>				
Prix moyen du marché (\$ US)	1 702	1 227	1 534	1 178
Prix moyen réalisé (\$ US)	1 739	1 251	1 539	1 199
Prix moyen réalisé (\$ CAN)	1 701	1 288	1 505	1 235
Taux de change moyen (\$ US/\$ CAN)	0,9781	1,0299 <sup>2</sup>	0,9781	1,0299 <sup>2</sup>
Onces d'or vendues	17 832	18 084	57 151	49 532
Coût moyen au comptant (\$ US/once) <sup>3</sup>	904	775	810	840
Coût moyen au comptant (\$ CAN/once) <sup>3</sup>	884	798	792	865

### PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

(en milliers de \$ CAN)

Revenus	30 463	23 781	86 304	64 393
Résultat net attribuable aux actionnaires de Mines Richmond inc.	6 087	2 547	19 812	4 701
Résultat par action	0,19	0,08	0,63	0,17
Mouvements de trésorerie provenant des activités opérationnelles	12 029	6 253	29 486	13 083
Investissements en immobilisations corporelles	7 558 <sup>4</sup>	4 063	21 269 <sup>5</sup>	12 202

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 775	40 030
Total de l'actif	148 262	115 305
Capitaux propres	117 304	94 791
Actions en circulation (milliers)	32 002	31 230

### PRINCIPALES DONNÉES PAR ACTION

Prix de l'action (à la fermeture)

\$ US (NYSE Amex)	10,57	5,11
\$ CAN (TSX)	11,07	5,11

<sup>1</sup> La société utilise tout au long de ce document des indicateurs de performances qui ne sont pas définis selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), comme le coût de production au comptant total par once vendue pour chacune des propriétés, excluant les taux d'amortissement par once. Dans l'industrie minière ces indicateurs de performance sont communément utilisés. Toutefois, ils ne consistent en rien en un standard prescrit par les IFRS. La société croit, qu'en plus des informations financières préparées conformément aux IFRS, certains investisseurs utilisent ces indicateurs pour évaluer la performance de la société et son habileté à générer des liquidités. Conséquemment, ces informations doivent être considérées comme complémentaires et en aucun temps comme un substitut des indicateurs de performance préparés selon les IFRS.

<sup>2</sup> Taux de change moyen pour l'année 2010.

<sup>3</sup> Le coût moyen au comptant inclut les frais d'exploitation et les redevances.

<sup>4</sup> Excluant un crédit d'impôt à l'exploration de 1 831 \$.

<sup>5</sup> Excluant un crédit d'impôt à l'exploration de 4 385 \$.

### Taux de change

Même si tous les états financiers de Mines Richmond sont exprimés en dollar canadien, la société divulgue le prix réalisé et le coût de production au comptant par once d'or vendue en dollar US puisque dans l'industrie minière, ces indicateurs de performance sont communément utilisés.

À des fins comptables, la société estime le taux de change annuel en début d'année. Ce taux est réajusté à tous les trimestres au taux en vigueur sur une base cumulative de l'année en cours, puis ce taux est utilisé pour présenter les résultats financiers des trimestres et de la période de l'année en cours. Il se peut que les résultats publiés antérieurement soient différents de ceux présentés dans le trimestre en cours en raison de l'application rétroactive de ce taux de change ajusté.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### REVUE DES RÉSULTATS FINANCIERS

#### Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011

Richmont a généré un résultat net de 6,1 millions \$, ou 0,19 \$ par action, au cours du trimestre, une amélioration considérable comparativement au résultat net de 2,5 millions \$, ou 0,08 \$ par action, généré à la même période l'an dernier. Cette croissance s'explique principalement par la hausse du prix de vente moyen réalisé par once d'or, dont les effets ont été atténués par une augmentation de 11 % du coût de production au comptant moyen par once d'or vendue.

Les revenus au troisième trimestre de 2011 ont augmenté de 28 % pour atteindre 30,5 millions \$, comparativement à des revenus de 23,8 millions \$ au troisième trimestre de 2010. Ces résultats reflètent une progression de 30 % des revenus de métaux précieux au cours du trimestre découlant principalement de la hausse de 32 %, en dollars canadiens, du prix de vente moyen par once d'or contrebalancés par une baisse des autres revenus, compte tenu du fait qu'aucun usinage à forfait n'a été effectué au cours du trimestre.

Les revenus de métaux précieux ont augmenté à 30,3 millions \$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 23,3 millions \$ à la même période l'an dernier. Cette progression reflète un prix de vente moyen plus élevé, qui a atteint 1 739 \$ US (1 701 \$ CAN) l'once au cours du trimestre comparativement à 1 251 \$ US (1 288 \$ CAN) l'once à la même période l'an dernier.

Le coût des ventes, qui tient compte des coûts d'exploitation, des redevances, des coûts d'usinage à forfait et des charges liées à l'amortissement, a totalisé 18,2 millions \$ au troisième trimestre de 2011, en hausse comparativement au coût de 17,0 millions \$ enregistré à la même période l'an dernier. Cette hausse reflète le coût par tonne plus élevé à la mine Beaufor, découlant d'une combinaison de facteurs, soit les coûts d'extraction minière plus élevés en raison de la plus grande quantité de développement requis pour accéder aux zones de minerai et l'augmentation des coûts de traitement du minerai associée au fait que l'usine Camflo fonctionne à moins de 30 % de sa capacité et la charge liée à l'amortissement plus élevée découlant de l'augmentation du taux d'amortissement par once à la mine Island Gold. Ces éléments ont été en partie compensés par une diminution des coûts d'usinage à forfait, compte tenu du fait qu'aucun usinage à forfait n'a été effectué au cours du trimestre. Le coût de production au comptant moyen par once d'or vendue a augmenté pour atteindre 904 \$ US (884 \$ CAN) au troisième trimestre de 2011, comparativement à 775 \$ US (798 \$ CAN) au troisième trimestre de 2010, reflétant principalement le coût plus élevé par once à la mine Beaufor.

Les frais d'exploration et d'évaluation de projets ont totalisé 3,8 millions \$ au troisième trimestre de 2011 comparativement à 2,7 millions \$ à la même période l'an dernier. Toutefois, si l'on exclut les crédits d'impôt à l'exploration, qui s'élevaient à 0,8 million \$ pour le trimestre et à 0,9 million \$ à la période correspondante en 2010, les frais d'exploration et d'évaluation de projets étaient de 4,6 millions \$ et 3,6 millions \$ respectivement. L'augmentation reflète l'important programme de forage d'exploration présentement en cours sur la propriété Wasamac et le programme complété sur la propriété Monique. La répartition des frais d'exploration, avant les crédits d'impôt, est d'environ 0,2 million \$ à la mine Beaufor, 1,8 million \$ à la mine Island Gold, 2,1 millions \$ sur Wasamac et les terrains adjacents présentement sous option de Globex, et 0,3 million \$ sur Monique, tandis que les frais d'exploration et d'évaluation de projets sur les autres propriétés s'élevaient à 0,2 million \$ pour le trimestre.

La charge d'impôts sur le résultat et impôts miniers pour le troisième trimestre de 2011 était de 1,8 million \$, basée sur un résultat avant impôts de 7,9 millions \$. Au cours du trimestre, la société a enregistré des crédits d'impôt à l'exploration de 2,6 millions \$, dont 0,8 million \$ a été porté en réduction des frais d'exploration et 1,8 million \$ en réduction des immobilisations corporelles, puisque cette portion du crédit est lié au développement de la mine Francoeur. Pour le troisième trimestre de 2010, la charge d'impôts sur le résultat et impôts miniers était de 0,6 million \$, ou 19 % du résultat avant impôts de 3,1 millions \$. Cette charge comprenait un ajustement de 0,2 million \$ pour les impôts sur le résultat et impôts miniers d'années antérieures.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les revenus ont totalisé 86,3 millions \$, en hausse de 34 % comparativement aux revenus de 64,4 millions \$ enregistrés à la même période en 2010. Cette hausse reflète l'augmentation de 15 % du nombre d'onces d'or vendues et la hausse de 22 % du prix de vente moyen par once d'or en dollars canadiens.

Le coût des ventes, qui tient compte des coûts d'exploitation, des redevances, des coûts d'usinage à forfait et des charges liées à l'amortissement, a augmenté de 5 % pour s'établir à 52,4 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2011, comparativement à 49,8 millions \$ à la même période l'an dernier. Ceci est principalement attribuable aux coûts d'extraction minière plus élevés à la mine Beaufor, reflétant la plus grande quantité de développement requis pour accéder aux zones de minerai, et les coûts de traitement du minerai plus élevés à la mine Beaufor, du fait que l'usine Camflo fonctionne à moins de 30 % de sa capacité. La charge plus élevée liée à l'amortissement et l'épuisement aux deux mines en opération en raison de la hausse du nombre d'onces d'or vendues et le taux d'amortissement plus élevé ont été presque entièrement compensés par la baisse des coûts d'usinage à forfait, compte tenu du fait qu'aucun usinage à forfait n'a été effectué en 2011. Le coût de production au comptant moyen par once d'or vendue a diminué de 4 % en dollars US et de 8 % en dollars canadiens, pour s'établir à 810 \$ US (792 \$ CAN) dans les neuf premiers mois de 2011, comparativement à 840 \$ US (865 \$ CAN) à la période correspondante en 2010. Cette baisse s'explique principalement par une amélioration des teneurs récupérées.

Les frais d'exploration et d'évaluation de projets étaient de 8,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2011, comparativement à 5,3 millions \$ pour la même période en 2010. En excluant les crédits d'impôt à l'exploration pour les deux périodes, les frais d'exploration et d'évaluation de projets s'élevaient à 12,0 millions \$ pour les trois premiers trimestres de 2011 comparativement à 7,2 millions \$ à la période correspondante l'an dernier, reflétant les importants programmes de forage d'exploration mis en œuvre par la société en 2011, plus particulièrement sur les propriétés Wasamac et Monique.

Pour les neuf premiers mois de 2011, la charge d'impôts sur le résultat et d'impôts miniers s'élevait à 6,0 millions \$, basée sur un résultat avant impôt de 25,8 millions \$. Cette charge tient compte d'un recouvrement de droits miniers de l'année précédente pour un montant de 0,8 million \$. Au cours de la période, un crédit d'impôt à l'exploration de 8,5 millions \$ a été enregistré, dont 4,1 millions \$ ont été portés en réduction des frais d'exploration et 4,4 millions \$ en réduction des immobilisations corporelles, ce montant étant lié au développement de la mine Francoeur. La charge d'impôts sur le résultat et d'impôts miniers pour les neuf premiers mois de 2010 était de 1,9 million \$ ou 29 % du résultat avant impôt de 6,5 millions \$ et reflétait les impôts exigibles au fédéral et au provincial, ainsi que les futurs impôts miniers et sur le résultat applicables pour les neuf premiers mois de 2010.

Le résultat net pour les trois premiers trimestres de 2011 a atteint 19,8 millions \$, ou 0,63 \$ par action. Ce montant comprend un gain de 3,0 millions \$ découlant de la vente de la propriété Valentine Lake au cours du premier trimestre de l'année. Le résultat net dans la période correspondante de neuf mois en 2010 était de 4,7 millions \$, ou 0,17 \$ par action.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

#### Mine Island Gold

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Tonnes	<b>63 472</b>	64 283	<b>194 712</b>	195 684
Teneur à l'entrée (g/t)	<b>5,99</b>	6,22	<b>6,19</b>	5,74
Récupération d'or (%)	<b>95,72</b>	95,94	<b>96,00</b>	94,98
Teneur récupérée (g/t)	<b>5,73</b>	5,97	<b>5,94</b>	5,45
Onces vendues	<b>11 693</b>	12 332	<b>37 209</b>	34 276
Coût de production au comptant par once (\$ US)	<b>810</b>	758	<b>748</b>	818
Investissements en immobilisations corporelles (en milliers de \$ CAN)	<b>917</b>	1 292	<b>3 505</b>	3 663
Dépenses d'exploration (en milliers de \$ CAN)	<b>1 822</b>	1 738	<b>3 907</b>	3 437
Développement différé (mètres)	<b>397</b>	590	<b>1 577</b>	1 838
Forage au diamant (mètres)				
Définition	<b>2 222</b>	4 208	<b>12 195</b>	9 198
Exploration	<b>16 823</b>	18 856	<b>35 404</b>	41 561

Au cours du troisième trimestre de 2011, la mine Island Gold a usiné 63 472 tonnes de minerai, soit légèrement moins que les 64 283 tonnes usinées à la période correspondante en 2010. Cet écart est attribuable à des réparations imprévues qui ont dû être effectuées à l'usine, à l'alimentation de la trémie. L'usine a atteint un rythme moyen de production quotidien de 736 tonnes au troisième trimestre, une amélioration notable comparativement à la moyenne de 627 tonnes enregistrée au cours du deuxième trimestre, qui reflétait l'impact de deux arrêts mécaniques temporaires découlant d'épisodes de mauvaises conditions météorologiques, et conforme au rythme moyen de 736 tonnes par jour atteint au premier trimestre de l'exercice. La baisse du tonnage combinée à une légère baisse de la teneur à l'entrée et du taux de récupération de l'or se sont soldées par une faible augmentation du coût au comptant par once d'or produite à la mine Island Gold, qui s'est établi à 810 \$ US (792 \$ CAN) au cours du trimestre, comparativement à 758 \$ US (781 \$ CAN) l'an dernier. La mine Island Gold a vendu un total de 11 693 onces d'or à un prix moyen de 1 752 \$ US (1 714 \$ CAN) l'once au troisième trimestre de 2011, comparativement à des ventes de 12 332 onces d'or à un prix moyen de 1 247 \$ US (1 284 \$ CAN) l'once à la même période l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois de 2011, 194 712 tonnes de minerai ont été usinées à une teneur récupérée de 5,94 g/t, et 37 209 onces d'or ont été vendues à un prix moyen de 1 540 \$ US (1 506 \$ CAN) l'once, ce qui est conforme aux objectifs de production de la société pour 2011 à cette mine, soit entre 45 000 et 50 000 onces d'or. Ces résultats se comparent à 195 684 tonnes de minerai usinées à une teneur récupérée de 5,45 g/t, et des ventes d'or de 34 276 onces à un prix moyen de 1 198 \$ US (1 234 \$ CAN) l'once enregistrés au cours de la même période de neuf mois en 2010. Bien que le tonnage ait été essentiellement le même d'une année à l'autre, la teneur à l'entrée et le taux de récupération de l'or se sont améliorés ce qui s'est traduit par une baisse du coût au comptant par once d'or produite de 9 % en dollars US et de 13 % en dollars canadiens, pour se situer à 748 \$ US (732 \$ CAN) dans les neuf premiers mois de 2011, comparativement à 818 \$ US (842 \$ CAN) à la période correspondante en 2010.

Le coût au comptant par tonne à la mine Island Gold était de 146 \$ au troisième trimestre, soit légèrement inférieur au coût de 148 \$ enregistré au deuxième trimestre et au coût de 150 \$ par tonne enregistré au troisième trimestre de 2010. Même si des progrès continuent d'être réalisés à la mine Island Gold, les principaux objectifs de Richmond sont de continuer d'améliorer l'efficacité et la productivité tout en maintenant les efforts en exploration.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Mine Beaufor

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Tonnes	<b>26 801</b>	25 127	<b>74 944</b>	74 459
Teneur à l'entrée (g/t)	<b>7,32</b>	7,25	<b>8,42</b>	6,50
Récupération d'or (%)	<b>97,38</b>	98,19	<b>98,27</b>	98,05
Teneur récupérée (g/t)	<b>7,12</b>	7,12	<b>8,28</b>	6,37
Onces vendues	<b>6 139</b>	5 752	<b>19 942</b>	15 256
Coût de production au comptant par once (\$ US)	<b>1 081</b>	812	<b>924</b>	891
Investissements en immobilisations corporelles (en milliers de \$ CAN)	<b>1 740</b>	451	<b>3 661</b>	2 103
Dépenses d'exploration (en milliers de \$ CAN)	<b>238</b>	877	<b>788</b>	1 743
Développement différé (mètres)	-	205	<b>685</b>	1 276
Forage au diamant (mètres)				
Définition	<b>2 454</b>	2 917	<b>10 358</b>	20 890
Exploration	<b>7 347</b>	12 529	<b>10 458</b>	21 350

Au troisième trimestre de 2011, un total de 26 801 tonnes provenant de la mine Beaufor a été usiné comparativement à 25 127 tonnes à la même période l'an dernier, et la teneur récupérée à Beaufor est restée stable d'une année à l'autre à 7,12 g/t. Le coût de production au comptant par once d'or a augmenté à 1 081 \$ US (1 058 \$ CAN) au cours du trimestre comparativement à 812 \$ US (836 \$ CAN) l'année précédente, reflétant les coûts d'extraction minière plus élevés en raison de la plus grande quantité de développement requis pour accéder aux zones de minerai et la hausse des coûts d'usage découlant du fait que l'usine Camflo fonctionne à moins de 30 % de sa capacité. Au total, 6 139 onces d'or ont été vendues au cours du troisième trimestre de 2011 à un prix moyen de 1 715 \$ US (1 677 \$ CAN), comparativement à 5 752 onces d'or vendues à un prix moyen de 1 258 \$ US (1 296 \$ CAN) à la période correspondante en 2010.

Au cours des trois premiers trimestres de 2011, 74 944 tonnes de minerai provenant de la mine Beaufor ont été usinées à une teneur récupérée en forte progression de 8,28 g/t, et 19 942 onces d'or ont été vendues à un prix moyen de 1 537 \$ US (1 503 \$ CAN) l'once. La mine Beaufor est en bonne voie d'atteindre ou de légèrement dépasser l'objectif de ventes ciblé par la société pour 2011, qui est de 20 000 à 25 000 onces d'or. Durant les neuf premiers mois de 2010, 74 459 tonnes de minerai avaient été usinées à une teneur récupérée de 6,37 g/t, et 15 256 onces d'or avaient été vendues à un prix moyen de 1 201 \$ US (1 237 \$ CAN) l'once. Le coût de production au comptant pour les neuf premiers mois de l'année était de 924 \$ US (904 \$ CAN) en 2011 comparativement à 891 \$ US (917 \$ CAN) en 2010 démontrant une légère amélioration d'une année à l'autre en dollars canadiens, reflétant l'amélioration des teneurs récupérées.

Richmont s'attend toujours à ce que d'importants travaux de développement soient nécessaires pour accéder aux zones exploitables à Beaufor. Toutefois, les teneurs récupérées devraient demeurer au même niveau puisque des secteurs aux teneurs similaires continueront d'être exploités. Richmont entend poursuivre l'évaluation du potentiel d'autres zones déjà identifiées et situées près de la surface sur la propriété.

La société aimerait souligner que le 5 août 2011, la mine Beaufor a atteint la marque de quatre ans sans accident compensable, ce qui est remarquable pour ce type d'exploitation. Mines Richmont tient à féliciter tous les employés de la division Beaufor pour cette performance exceptionnelle.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Usine Camflo

L'usine Camflo a traité 31 828 tonnes de minerai au troisième trimestre, incluant 8 455 tonnes de minerai de développement à faible teneur en provenance de la mine Francoeur. Un total de 36 955 tonnes avait été traité à la même période en 2010, incluant 11 770 tonnes usinées à forfait. Depuis le début de l'année, l'usine Camflo a traité 80 062 tonnes de minerai, en baisse comparativement aux 158 701 tonnes traitées à la même période en 2010 ce qui s'explique par le fait qu'aucun usinage à forfait n'a été effectué en 2011.

### Propriétés d'exploration

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Coûts d'exploration - Mines				
Beaufor	238	877	788	1 743
Island Gold	1 822	1 738	3 907	3 437
Francoeur	70	66	148	117
	<b>2 130</b>	2 681	<b>4 843</b>	5 297
Coûts d'exploration – Autres propriétés				
Wasamac	2 117	477	4 840	702
Monique	257	38	2 028	46
Autres	26	339	104	867
Évaluation de projets	45	76	217	325
	<b>2 445</b>	930	<b>7 189</b>	1 940
Exploration et évaluation de projets avant amortissement et crédits d'impôt à l'exploration	<b>4 575</b>	3 611	<b>12 032</b>	7 237
Amortissement	40	35	113	103
Crédits d'impôt à l'exploration	(829)	(938)	(4 120)	(2 017)
	<b>3 786</b>	2 708	<b>8 025</b>	5 323

### Propriété d'exploration Wasamac

Le programme d'exploration en cours sur la propriété Wasamac continue de livrer des résultats favorables, ce qui réaffirme l'objectif de Richmond d'évaluer le potentiel pour une exploitation minière souterraine en vrac sur cette propriété et qui justifie également l'optimisme de Richmond quant au potentiel à long terme que cet actif représente pour les actionnaires de la société. Parmi les nouvelles intersections de forage annoncées au troisième trimestre de 2011, citons notamment des teneurs de 7,28 g/t Au sur 31,40 mètres dans la Zone Principale; 3,14 g/t Au sur 9,99 mètres et 3,45 g/t Au sur 7,66 mètres dans la Zone 1; 2,17 g/t Au sur 32,88 mètres dans la Zone 2; et 4,52 g/t Au sur 12,17 mètres dans la Zone 3 (tous en épaisseur vraie). Veuillez consulter le communiqué du 30 août 2011 intitulé « *Richmont recoupe 7,28 g/t Au sur 31,40 mètres à Wasamac; les nouveaux résultats confirment le fort potentiel de ce projet* » pour de plus amples détails. À la suite de ces résultats, le programme de forage a été augmenté de 10 000 mètres pour un total prévu de 45 000 mètres de forage. Les résultats de cette importante campagne seront intégrés dans une mise à jour du calcul de ressources attendue au T4 2011, et serviront à compléter une évaluation économique préliminaire (« ÉÉP ») au premier trimestre de 2012.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Propriété d'exploration Monique

Les résultats finaux du programme de forage d'exploration de 8 117 mètres réalisé par la société sur la propriété Monique ont été publiés au cours du troisième trimestre de 2011. Plus précisément, les résultats annoncés comprenaient des teneurs de 2,18 g/t Au sur 6,69 mètres et 2,47 g/t Au sur 6,21 mètres (épaisseur vraie) dans la Zone G, et 6,92 g/t Au sur 3,30 mètres, 3,24 g/t Au sur 6,21 mètres, et 2,88 g/t Au sur 9,16 mètres (épaisseur vraie) dans la Zone J. Veuillez consulter le communiqué du 24 août 2011 intitulé « *Richmont annonce les résultats finaux de forage sur le projet Monique et poursuit les études visant une mise en valeur rapide de cet actif* » pour de plus amples détails.

Les résultats complets réaffirment l'intention de Richmont d'évaluer la viabilité d'une petite exploitation de surface sur la propriété. Les objectifs de la société sont de finaliser un rapport technique conforme au Règlement 43-101 et de déposer une demande de permis pour la mise en valeur de cet actif au cours du quatrième trimestre de 2011. À cet effet, Richmont a déjà complété les études géotechnique, géomécanique et hydrogéologique requises dans le cadre de la demande de permis sur la propriété. De plus, Richmont a l'intention d'entreprendre de nouveaux travaux de forage cet automne pour vérifier une cible récemment identifiée (une nouvelle zone aurifère a été rencontrée dans le sondage MO-200-02, avec une valeur de 6,69 g/t Au sur 4,40 mètres) ainsi que deux anomalies identifiées sur la propriété dans le cadre d'un levé de polarisation provoqué de type IPower 3D de 12 km. Richmont demeure confiant que cet actif offre un potentiel d'accroître à court terme le profil de production de la société, et par le fait même, d'augmenter la valeur pour les actionnaires.

### Mine Francoeur

Les travaux de mise en valeur progressent à la mine Francoeur et l'usinage de minerai de développement a débuté au cours du troisième trimestre de 2011, alors que 8 455 tonnes de minerai de développement à faible teneur ont été traitées à l'usine Camflo et ont généré 702 onces d'or. À la fin du troisième trimestre, Richmont avait complété un total de 3 492 mètres de développement souterrain et 12 755 mètres de forage de définition, pour un investissement total de 13,8 millions \$ dans l'année en cours. Les travaux d'excavation de galeries sont toujours concentrés sur les niveaux 16 et 17 de la mine, et du minerai de développement sera encore traité à l'usine Camflo au cours du quatrième trimestre de l'année. Malgré des conditions difficiles au niveau du recrutement de certains travailleurs spécialisés, les effectifs à la mine Francoeur totalisaient 110 employés à la fin du trimestre. La société continue de fournir aux employés la formation nécessaire pour le type d'exploitation conventionnelle utilisé à la mine Francoeur.

Richmont ne prévoit pas que la mine Francoeur pourra atteindre l'objectif annoncé antérieurement de produire entre 10 000 et 15 000 onces d'or à partir du minerai de développement en 2011, principalement en raison du taux de développement plus lent qu'anticipé, qui a fait en sorte de retarder l'accès aux zones exploitables situées aux niveaux 16 et 17. Conséquemment, l'objectif de production totale de la société pour 2011, qui était de 80 000 à 85 000 onces d'or a été révisé à un objectif de 75 000 à 80 000 onces d'or, incluant les onces provenant du développement de Francoeur. La société est toujours déterminée à faire progresser la mine Francoeur jusqu'à l'étape de la production commerciale au cours du premier semestre de 2012.

### Mine Island Gold

Richmont a dépensé 3,9 millions \$ en travaux d'exploration à la mine Island Gold au cours des neuf premiers mois de 2011, reflétant principalement les travaux de forage d'exploration en profondeur réalisés par la société, dans le but d'évaluer le potentiel du secteur situé sous les infrastructures existantes de la mine.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Zone W

La société a le plaisir d'annoncer l'obtention du Certificat d'Autorisation pour la mise en valeur de la Zone W, une zone satellite située près de la surface sur la propriété Beaufor. La construction du portail s'est amorcée et le développement de la rampe suivra. Richmond s'attend à ce que les travaux de développement requis pour accéder à la zone minéralisée s'échelonnent sur un an. Au cours du troisième trimestre de 2011, un total de 1,5 million \$ a été investi en immobilisations, en frais d'exploration et de mise en valeur de la Zone W. La société réalisera d'autres travaux de forage en surface au cours de l'année 2012 afin de mieux évaluer le potentiel de la Zone W et des autres zones près de la surface déjà identifiées sur la propriété.

### Perspectives

M. Martin Rivard a conclu : « Nos deux mines en opération ont bien performé depuis le début de l'année et nous croyons être en mesure d'atteindre ou de légèrement surpasser les objectifs de production pour 2011. Toutefois, nous ne réussissons pas à produire les 10 000 à 15 000 onces d'or prévues pendant la période de développement de la mine Francoeur, compte tenu du fait que les accès aux niveaux 16 et 17 n'ont pas été complétés dans les délais prévus à l'origine. Conséquemment, nous avons révisé notre objectif de production totale pour 2011, qui était de 80 000 à 85 000 onces d'or à un objectif de 75 000 à 80 000 onces d'or, incluant les onces provenant du développement de la mine Francoeur, et demeurons déterminés à amener la mine Francoeur au stade de production commerciale au cours du premier semestre de 2012. La mise en valeur de la Zone W, une zone satellite située près de la surface sur la propriété Beaufor, s'est amorcée au troisième trimestre et nous anticipons qu'environ un an de travaux de développement seront nécessaires pour atteindre la zone minéralisée. Dans un avenir rapproché, nos efforts seront axés sur la productivité et l'efficacité à nos deux mines en opération, Beaufor et Island Gold et nous voulons atteindre nos objectifs au niveau des coûts de production et des teneurs récupérées à ces deux mines. Sur le plan de l'exploration, nos programmes à Wasamac et Monique continuent de progresser, et les résultats obtenus jusqu'à présent nous confirment davantage que ces deux propriétés offrent un bon potentiel de croissance pour le profil de production de Richmond dans l'avenir. Des nouvelles importantes seront annoncées sur ces projets au cours des six prochains mois, dont un rapport technique conforme au Règlement 43-101 sur Monique et une mise à jour des ressources sur Wasamac au cours du quatrième trimestre de 2011, suivis par une évaluation économique préliminaire sur Wasamac au premier trimestre de 2012. De plus, nous avons l'intention de déposer une demande de permis pour la mise en valeur de Monique au cours du quatrième trimestre de 2011. Nous sommes enthousiastes à l'idée d'avancer ces deux projets au cours de la prochaine année, et nous continuerons de communiquer des détails pertinents et des résultats au fil des progrès. »

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### REVUE TRIMESTRIELLE

	IFRS							PCGR du Canada
	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009
<b>PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES</b> (milliers de \$ CAN)								
Revenus	30 463	29 412	26 429	26 087	23 781	20 648	19 964	17 100
Résultat net	6 087	5 013	8 712	4 632	2 547	312	1 842	110
Mouvements de trésorerie provenant des activités opérationnelles	12 029	7 847	9 610	5 416	6 253	1 621	5 208	749
Investissements en immobilisations corporelles	7 558	7 558	6 153	4 572	4 063	4 563	3 575	2 669
<b>PRINCIPALES DONNÉES PAR ACTION</b>								
Résultat net de base (\$ CAN)	0,19	0,16	0,28	0,15	0,08	0,01	0,07	-
dilué (\$ CAN)	0,19	0,15	0,28	0,15	0,08	0,01	0,07	-
<b>ONCES D'OR VENDUES</b>	<b>17 832</b>	<b>20 085</b>	<b>19 234</b>	<b>18 591</b>	<b>18 084</b>	<b>15 607</b>	<b>15 841</b>	<b>13 029</b>
<b>PRINCIPALES DONNÉES PAR ONCE D'OR (\$ US)</b>								
Prix réalisé	1 739	1 493	1 400	1 359	1 251	1 222	1 116	1 035
Coûts de production au comptant moyen	904	785	748	730	775	914	841	790
Amortissement et épuisement	138	117	126	113	101	91	83	78
Coût total	1 042	902	874	843	876	1 005	924	868

### SOMMAIRE DES RÉSULTATS POUR LES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

Les revenus ont progressivement augmenté du quatrième trimestre de 2009 jusqu'au troisième trimestre de 2011. Ces augmentations sont principalement attribuables à la progression du prix de vente moyen réalisé par once d'or. Le résultat net élevé au premier et au deuxième trimestre de 2011 reflète une augmentation des ventes d'or et une hausse du prix de vente moyen par once d'or. De même, le résultat net généré au troisième trimestre de 2011 a tiré profit du plus haut prix de vente par once d'or jamais réalisé par la société. De plus, la vente de la propriété Valentine Lake pour un produit de 3,0 millions \$ a contribué au résultat net élevé du premier trimestre de 2011. Les fluctuations au niveau des revenus au cours des huit derniers trimestres reflètent les variations dans le nombre d'once d'or vendues et le prix moyen réalisé par once. En particulier, le faible résultat net affiché au cours du quatrième trimestre de 2009 était attribuable au plus bas niveau de production d'onces d'or et à un prix de vente moyen par once inférieur.

La production des huit derniers trimestres provenait de la mine Beaufor, située au Québec, et de la mine Island Gold, située en Ontario. Les investissements en immobilisations corporelles ont augmenté de façon constante au cours des huit derniers trimestres, reflétant l'engagement de la société à assurer le maintien et l'expansion de ses opérations. Les mouvements de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont aussi augmenté de façon constante au cours de cette période, indiquant que les investissements réalisés par la société se sont avérés fructueux. Le résultat net sur une base trimestrielle est généralement tributaire du prix de l'or, du taux de change, des coûts d'exploitation, lesquels varient en fonction du prix des matières premières, de l'énergie, des salaires, de la teneur récupérée du minerai traité, des frais d'exploration ainsi que par des dépenses ou des recouvrements d'impôts sur le résultat et impôts miniers.

## **RAPPORT DE GESTION**

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### **LIQUIDITÉS**

Au 30 septembre 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie totalisaient 53,8 millions \$, en hausse de 5,5 million \$, relativement à 48,3 millions \$ au 30 juin 2011 et en hausse de 13,8 millions \$, ou 35 %, relativement à 40,0 millions \$ au 31 décembre 2010. Cette augmentation comprend la somme de 3,0 millions \$ obtenue suite à la vente de la propriété Valentine Lake, des liquidités de 29,5 millions \$ générées par les activités opérationnelles de la société et 2,5 millions \$ de liquidités provenant de l'exercice d'options d'achat d'actions, compensée par des investissements en immobilisations de 21,3 millions \$ au cours de la période de neuf mois. Les équivalents de trésorerie sont constitués de 3,8 millions \$ de dépôts à terme ayant une cote de solvabilité élevée et 50,0 millions \$ en trésorerie est déposée auprès de banques à charte canadienne. Au 30 septembre 2011, Mines Richmond n'avait aucune dette à long terme et aucun contrat de couverture.

À la fin du troisième trimestre de 2011, la société disposait d'un fonds de roulement de 58,8 millions \$, en hausse comparativement au montant de 43,9 millions \$ au 31 décembre 2010. Ceci reflète une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des crédits d'impôt à l'exploration à recevoir et des stocks, contrebalancée par l'augmentation des fournisseurs et autres créditeurs et des passifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers.

### **RESSOURCES EN CAPITAL**

Au cours du troisième trimestre de 2011, la société a émis 307 100 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options, à un prix moyen de 3,22 \$, pour une considération totale de 1,0 million \$. Au 30 septembre 2011, la société avait 32,0 millions d'actions en circulation.

### **ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉ ET ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT**

La société est sujette à des versements de redevances sur certaines propriétés, advenant leur exploitation commerciale.

Le 9 mai 2011, la société a annoncé la signature d'une entente d'option avec Entreprises minières Globex inc. dans le but d'acquérir un intérêt de 100 % dans cinq claims. Conformément à l'entente, la société a versé 500 \$ et pour maintenir son droit d'option, elle devra payer un montant additionnel de 500 \$ en novembre 2012. De plus, la société devra engager 1 000 \$ en dépenses sur ces claims avant novembre 2012 et engager un montant additionnel de 1 000 \$ avant le trente-sixième mois suivant la signature de l'entente. Pour exercer son option d'acquisition des claims, la société devra ensuite payer 2 000 \$ et émettre 500 000 actions ordinaires en mai 2014. Finalement, suite à cette acquisition, la société devra engager un montant additionnel de 1 000 \$ en dépenses sur ces claims au cours des douze mois subséquents. La société peut abandonner son droit d'exercer cette option d'acquisition à tout moment en fournissant un préavis écrit trente jours avant la date de l'abandon.

La société fait l'objet d'une poursuite survenue dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que cette poursuite est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers à cet égard.

Le 31 octobre 2011, dans le cadre d'un placement privé, la société a émis 980 500 actions ordinaires et 245 125 bons de souscription pour un produit brut de 10,3 millions \$. Chaque bon de souscription permet d'acquérir une action ordinaire à un prix de 13,00 \$ par action d'ici le 31 décembre 2012.

### **SOCIÉTÉS APPARENTÉES**

La société n'a pas conclu d'opération avec des sociétés apparentées.

### **TRANSACTION HORS BILAN**

Au cours des neuf premiers mois de 2011 et 2010, la société n'a pas été impliquée dans des transactions hors bilan.

### CHANGEMENT DE CONVENTIONS COMPTABLES

#### Transition aux Normes internationales d'information financière

La société a adopté les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour son exercice financier de 2011 tel que requis par le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. La société a fourni de l'information sur sa transition aux IFRS à même son Rapport de gestion annuel de 2010. Les évaluations et les impacts décrits dans le Rapport de gestion de 2010 demeurent en grande partie inchangés.

De plus, la note 21 de nos états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2011, présente une description détaillée de notre transition aux IFRS, notamment le rapprochement de chacun des postes de nos états financiers préparés initialement selon les PCGR du Canada et de ceux préparés selon les IFRS.

Voici les éléments importants découlant de la transition :

L'IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière » est une norme de présentation de l'information financière qui établit le cadre de la transition aux IFRS. Le principe général qui sous-tend l'IFRS 1 est l'application rétroactive de ces normes de sorte que le bilan d'ouverture des états financiers de l'exercice de comparaison soit retraité comme si la société avait toujours appliqué les IFRS, l'incidence nette étant présentée à titre de rajustement du solde des résultats non distribués. Cependant, l'IFRS 1 prescrit certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions facultatives à l'application rétroactive de l'ensemble de ces normes. De plus, il existe des différences importantes entre les méthodes comptables antérieures conformes aux PCGR du Canada et les nouvelles méthodes comptables conformes aux IFRS. La section suivante a pour but de décrire sommairement les exceptions prescrites, les exemptions utilisées, ainsi que les différences entre les méthodes comptables conformes aux PCGR et les nouvelles méthodes comptables conformes aux IFRS ayant un impact pour la société.

#### Exceptions obligatoires aux IFRS lors de la transition

- **Estimations** – Les informations a posteriori ne sont pas utilisées pour créer ou réviser des estimations. Les estimations faites antérieurement par la société selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées lors de l'application des IFRS sauf si cela était nécessaire pour refléter des différences entre les méthodes comptables.
- **Décomptabilisation des actifs et passifs financiers** – Les actifs et passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS. La société a appliqué par anticipation la modification de l'IFRS 1 à ce sujet au niveau de la date d'application de l'exception, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2010.
- **Participations ne donnant pas le contrôle** – Puisque la société a choisi d'appliquer l'exemption facultative sur les regroupements d'entreprises aux regroupements survenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la société doit appliquer les dispositions suivantes d'IAS 27 (amendée en 2008), « États financiers consolidés et individuels » à titre prospectif à compter de cette même date, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :
  - (a) la disposition selon laquelle le résultat global total est attribué aux actionnaires de Mines Richmond inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle;
  - (b) les dispositions relatives à la comptabilisation des changements dans les parts d'intérêt de la société-mère dans une filiale qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle; et

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

- (c) les dispositions relatives à la comptabilisation d'une perte de contrôle d'une filiale, ainsi que les dispositions à l'égard desquelles une entité engagée dans un plan de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale doit classer tous les actifs et passifs de cette filiale comme détenus en vue de la vente lorsque les critères sous-jacents à une telle présentation sont remplis, et ce, que l'entité conserve ou non une participation ne donnant pas le contrôle dans son ancienne filiale après la vente.

### Exemptions utilisées lors de la transition et différences de méthodes comptables

- **Regroupements d'entreprises** – IFRS 1 permet d'appliquer l'IFRS 3R « Regroupements d'entreprises » prospectivement à la date de transition ou de choisir une date à partir de laquelle les regroupements d'entreprises seront retraités. L'application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La société a choisi d'appliquer rétrospectivement l'IFRS 3R aux regroupements d'entreprises survenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Un seul regroupement d'entreprises est survenu entre cette date et la date de transition.

Selon les PCGR du Canada, les actions émises en contrepartie d'un regroupement sont évaluées à leur valeur au marché dans les quelques jours précédant et suivant la date où la transaction envisagée a été annoncée tandis que selon les IFRS, les actions émises en contrepartie d'un regroupement sont évaluées à leur valeur au marché à la date de clôture de la transaction. De plus, selon les IFRS, la participation dans une entité à détenteurs de droits variables est considérée comme une participation dans une filiale étant donné que la société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un contrat. En plus, lorsque l'entité acquise est déjà contrôlée et consolidée dans les états financiers, les changements dans le pourcentage de la participation d'une société-mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres. Selon les PCGR du Canada, une augmentation de la participation dans les actifs et passifs consolidés d'une entité à détenteurs de droits variables est comptabilisée en fonction de la juste valeur acquise.

Conséquemment, à la date de transition :

- (a) Le capital-actions a été augmenté de 225 \$ à la suite de la réévaluation des actions émises lors de l'acquisition, diminué des frais d'émission de 80 \$. La contrepartie de 145 \$ a été inscrite en diminution des résultats non distribués.
- (b) Les immobilisations corporelles ont été réduites de 2 991 \$, les impôts miniers différés ont été réduits de 309 \$ et la contrepartie de 2 682 \$ a été inscrite en diminution des résultats non distribués. En conséquence, les charges d'amortissement seront moindres dans les années futures.
- **Rémunération à base d'actions** – IFRS 1 encourage, mais n'oblige pas l'application de l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » aux instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002. Un nouvel adoptant est également encouragé à appliquer, sans y être tenu, IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et acquis avant la plus tardive des dates suivantes : la date de transition ou le 1<sup>er</sup> janvier 2005. La société a choisi d'appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres octroyés avant la date de transition mais non entièrement acquis à cette même date.

Selon les PCGR du Canada, la juste valeur d'une attribution est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requise pour assurer l'acquisition tandis que selon les IFRS, chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition est échelonnée dans le temps est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. De plus, contrairement aux PCGR du Canada, la société doit faire une estimation du nombre d'attributions dont l'acquisition est attendue, plutôt que de comptabiliser les renoncations lorsqu'elles surviennent.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Conséquemment, à la date de transition :

- (a) La société a diminué ses résultats non distribués de 93 \$ correspondant à l'augmentation des dépenses de rémunération à base d'actions comptabilisées avant la date de transition entraînant ainsi une hausse du surplus d'apport d'un montant équivalent. L'effet sur les capitaux propres est donc nul.
  - (b) Les nouvelles règles concernant la rémunération à base d'options entraîneront des dépenses plus élevées lors de l'attribution des options au lieu d'être réparties linéairement sur les années de service.
- **Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles** – La société a choisi d'adopter l'exemption de l'IFRS 1 permettant à un nouvel adoptant de ne pas être tenu de se conformer aux dispositions de IFRIC 1, « Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires », en ce qui concerne les variations de tels passifs qui se sont produites avant la date de transition. En appliquant cette exemption, la société a évalué le passif à la date de transition, a estimé le montant qui aurait été inclus dans le coût de l'actif correspondant lorsque le passif a pris naissance, en actualisant le passif à cette date en utilisant la meilleure estimation du taux d'actualisation historique ajusté au titre du risque qui se serait appliqué à ce passif dans l'intervalle, et calculé l'amortissement cumulé sur ce montant à la date de transition sur la base de l'estimation actuelle de la durée d'utilité de l'actif, en appliquant la méthode d'amortissement adoptée par la société selon les IFRS. Le résiduel de cet ajustement à la date de transition doit alors être inscrit dans les résultats non distribués d'ouverture.

Selon les PCGR du Canada, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles ne sont pas ajustées lors d'un changement de taux d'actualisation tandis qu'elles sont ajustées lors d'un changement de taux, selon les IFRS.

Conséquemment, à la date de transition :

- (a) L'évaluation du passif a amené une réduction des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles de 82 \$ et une diminution nette des immobilisations corporelles correspondantes de 60 \$. Conséquemment, la société a augmenté ses résultats non distribués de 22 \$.

### Application rétroactive

Il n'y a aucune exemption en vertu de l'IFRS 1 pour les premiers adoptants à l'égard de la comptabilisation des actions accréditives. En conséquence, le traitement IFRS est applicable rétrospectivement. Selon les PCGR du Canada, la totalité des produits reçus à l'émission d'actions accréditives est inscrite au capital-actions. Au moment de la renonciation aux déductions relatives aux dépenses d'exploration dans le cadre de l'impôt sur le revenu, des différences temporelles imposables se créent et l'impôt différé est comptabilisé. Les charges liées sont traitées comme frais d'émission d'actions. Selon les IFRS, l'émission d'actions accréditives est comptabilisée comme l'émission d'un instrument financier composé. La composante passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions accréditives sont répartis entre les actions accréditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours boursier des actions au moment de l'émission et le montant résiduel, soit la prime payée, est attribué aux passifs. Lorsque la société a renoncé aux déductions fiscales et a encouru les dépenses admissibles, la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat en diminution des impôts différés et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscale de celles-ci, la contrepartie étant comptabilisée en impôts différés en résultat.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Conséquemment, à la date de transition :

- (a) La société a augmenté le capital-actions de 2 267 \$ représentant les avantages fiscaux, nette de la prime payée, qui avaient précédemment été inscrits en réduction du capital-actions. La contrepartie a été inscrite en réduction des résultats non distribués.

### Différences de présentation

Certaines différences de présentation entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat consolidé présenté ou sur le total des capitaux propres consolidés. Voici les grandes lignes :

Les revenus de ventes d'argent qui étaient auparavant comptabilisés en réduction des dépenses d'exploitation minière devront dorénavant être présentés comme revenus. Conséquemment, le coût de production au comptant de 2010 des mines Beaufor et Island Gold ont été ajustés de la façon suivante :

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010	Beaufor		Island Gold	
	\$ US	\$ CAN	\$ US	\$ CAN
Coût de production au comptant par once – PCGR du Canada	810	834	755	778
Ventes d'argent présentées comme revenus	2	2	3	3
Coût de production au comptant par once – IFRS	812	836	758	781

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010	Beaufor		Island Gold	
	\$ US	\$ CAN	\$ US	\$ CAN
Coût de production au comptant par once – PCGR du Canada	888	915	815	839
Ventes d'argent présentées comme revenus	3	2	3	3
Coût de production au comptant par once – IFRS	891	917	818	842

Les participations ne donnant pas le contrôle sont classées au sein des capitaux propres dans un poste distinct et elles ne sont pas incluses comme une composante du résultat net, mais plutôt en tant qu'allocation de celui-ci.

Les charges d'amortissement et épuisement sont maintenant présentées selon leur fonction plutôt que d'être présentées sur une ligne distincte dans les résultats.

Les redevances et l'usure à forfait, qui étaient auparavant présentés sur une ligne distincte aux résultats, sont maintenant inclus dans le coût des ventes et plutôt présentés par voie de notes.

Les revenus d'intérêt, la variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie et les gains et pertes sur disposition d'actions de sociétés publiques et les gains et pertes de change sont maintenant inscrits après le résultat opérationnel, plutôt que d'être inclus dans les revenus.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Rapprochements des PCGR du Canada et des IFRS

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements des capitaux propres consolidés et du résultat net consolidé entre les PCGR du Canada et les IFRS et ce, pour les périodes indiquées :

#### Rapprochement des capitaux propres consolidés

Pour les périodes terminées le :	31 décembre 2010 \$	30 septembre 2010 \$	1 <sup>er</sup> janvier 2010 \$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	96 851	91 624	67 975
Effets de la transition aux IFRS :			
Regroupements d'entreprises	(2 295)	(2 422)	(2 682)
Rémunération à base d'actions	-	-	-
Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	235	177	22
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	1 986
Actions accréditives	-	-	-
<b>Total des capitaux propres selon les IFRS</b>	<b>94 791</b>	<b>89 379</b>	<b>67 301</b>

#### Rapprochement du résultat net consolidé

Pour les périodes cumulées depuis le début de l'exercice terminées le :	31 décembre 2010 \$	30 septembre 2010 \$
Résultat net selon les PCGR du Canada	8 883	4 328
Effets de la transition aux IFRS :		
Regroupements d'entreprises	386	260
Rémunération à base d'actions	(277)	(171)
Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	213	156
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Actions accréditives	-	-
<b>Résultat net selon les IFRS</b>	<b>9 205</b>	<b>4 573</b>

### CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

IFRS 9 : « Instruments financiers » (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») vise à remplacer intégralement l'IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». La norme de remplacement (IFRS 9) est publiée en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le 4 août 2011, un exposé-sondage a été publié pour proposer de modifier la date d'application obligatoire portant celle-ci au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Par ailleurs, d'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de la comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société. Cependant, elle ne prévoit pas adopter cette nouvelle norme avant que tous les chapitres du projet de remplacement de l'IFRS 9 aient été publiés et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

IFRS 10 : « États financiers consolidés » (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IASB vise à remplacer la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc », et certaines parties de l'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La nouvelle norme reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

IFRS 11 : « Coentreprise » (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IASB vise à remplacer l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Selon cette méthode, la quote-part de la société dans l'actif net, le résultat net et les autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur une ligne dans l'état de la situation financière consolidé, le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé. L'IFRS 11 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

IFRS 12 : « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes de participations dans les autres entités, y compris les coentreprises, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

IFRS 13 : « Évaluation de la juste valeur » (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

Modifications d'autres normes : De plus, des modifications ont été apportées à des normes existantes, notamment IAS 27 et IAS 28 et IAS 1. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'élargir son champ d'application aux coentreprises et de tenir compte des modifications liées aux IFRS 10 à 13. IAS 1 a été modifiée pour qu'y figurent de nouvelles obligations d'information concernant les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global, notamment l'obligation de classer ces éléments dans deux groupes distincts selon qu'ils pourront ou non être reclassés dans le compte de résultat dans le futur.

## **RAPPORT DE GESTION**

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### **ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES**

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses ayant un effet important sur les postes des revenus et dépenses ainsi que sur les montants des éléments d'actif et de passif. Les éléments tels que les réserves minérales, les immobilisations corporelles, l'amortissement, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles, l'évaluation de la rémunération à base d'actions ainsi que les impôts sur le résultat et impôts miniers différés représentent les estimations que la direction considère les plus importantes, et dont les montants réels pourraient varier considérablement et affecter les résultats d'exploitation. Une discussion détaillée de ces estimations comptables est présentée dans le rapport de gestion annuel daté du 25 février 2011, déposé le 1<sup>er</sup> mars 2011 et disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

### **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Afin de minimiser les risques liés aux fluctuations du prix de l'or et du cours de la devise, Mines Richmond pourrait utiliser, de temps à autre, des instruments financiers dérivés ainsi que des contrats de vente d'or à court terme. Aux 30 septembre 2011 et 2010, Mines Richmond ne comptait aucun contrat d'opération de couverture d'onces d'or ni aucun contrat de change sur la devise. Au cours des périodes de neuf mois terminées le 30 septembre 2011 et le 30 septembre 2010, il n'y a pas eu de gain ni de perte de change lié à des instruments financiers dérivés ainsi qu'à des contrats de vente d'or pris en compte dans les états financiers.

La société a classé la trésorerie à titre d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat, les actions de sociétés publiques comme actifs financiers disponibles à la vente, les débiteurs et les dépôts à terme en tant que prêts et créances et les fournisseurs et autres créditeurs comme passifs financiers. Tous les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement.

La trésorerie, les débiteurs, les dépôts à terme et les fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur et se rapproche de leur valeur comptable compte tenu que ceux-ci se réaliseront ou seront réglés dans une échéance rapprochée. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat. La variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie est de 264 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011 (105 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010).

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit sorti de l'état de la situation financière : soit par la vente ou lorsqu'une baisse de valeur permanente est comptabilisée. La juste valeur des actions de sociétés publiques est le prix du cours acheteur du jour.

### **INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Le président et chef de la direction ainsi que la directrice des finances sont responsables et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information (telles que définies dans le règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) pour donner l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la société leur soit communiquée par d'autres personnes au sein de la société, particulièrement durant la période où sont préparés les rapports qui doivent être déposés aux termes de la législation canadienne en valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction ainsi que la directrice des finances sont également responsables et ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, en vue de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été appliqués de façon adéquate au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2011.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### Risques et incertitudes

L'industrie minière comporte de nombreux risques dans le cours normal de ses activités qui peuvent influencer le rendement d'une société telle que Mines Richmont. Une discussion détaillée de tels risques est présentée dans le rapport de gestion annuel daté du 25 février 2011, déposé le 1<sup>er</sup> mars 2011 et disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

### Règlement 43-101

Les données géologiques contenues dans ce document ont été révisées par M. Daniel Adam, géo. Ph.D., directeur de l'exploration, un employé de Mines Richmont et une personne qualifiée selon le règlement 43-101.

Le calcul des réserves et des ressources de la mine Francoeur est basé sur un rapport technique amendé déposé sur SEDAR le 19 mai 2010 qui a été préparé par Daniel Adam, géo. Ph.D., et Raynald Vincent, géo., des employés de Mines Richmont et des personnes qualifiées selon le règlement 43-101.

Le calcul des ressources du projet Wasamac est basé sur un rapport technique déposé sur SEDAR le 1<sup>er</sup> avril 2011 qui a été préparé par Daniel Adam, géo. Ph.D., un employé de Mines Richmont et une personne qualifiée selon le règlement 43-101.

### Mise en garde à l'intention des investisseurs américains quant aux estimations des ressources

#### *Estimation des ressources*

L'estimation des ressources contenue dans le présent rapport de gestion a été préparée en conformité avec le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers adoptée par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les exigences du Règlement 43-101 diffèrent grandement de celles de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis soit la *United States Securities and Exchange Commission* (« SEC »). Dans le présent rapport de gestion, nous utilisons les termes ressources « mesurées », « indiquées » et « présumées ». Bien que ces termes soient reconnus et requis au Canada, la SEC ne les reconnaît pas. La SEC permet aux entreprises minières américaines, lors de leurs présentations auprès de la SEC, de dévoiler seulement les gîtes minéraux qui constituent des « réserves ». Selon les normes américaines, la minéralisation ne peut pas être classée comme étant une réserve à moins que la décision rendue stipule que la minéralisation peut être économiquement et légalement extraite au moment de rendre la décision. Les investisseurs américains ne doivent pas prendre pour acquis que toute une ressource ou une partie d'une ressource mesurée ou indiquée sera convertie en « réserve ». De plus, les « ressources présumées » recèlent une incertitude quant à leur existence et à la possibilité qu'elles puissent être exploitées de façon économique et légale, et les investisseurs américains ne doivent pas présumer que les « ressources présumées » existent ou peuvent être légalement ou économiquement exploitées, ni qu'elles seront un jour haussées à une catégorie supérieure.

#### *Exécution difficile des jugements et des recours civils*

La société est constituée en vertu des lois de la province de Québec au Canada. Tous les administrateurs et dirigeants de la société ainsi que les experts nommés dans le formulaire 20-F sont des résidents du Canada. De plus, la totalité des éléments d'actif de la société et des personnes précitées se trouvent à l'extérieur des États-Unis. Par conséquent, il pourrait être difficile pour les actionnaires d'intenter une poursuite aux États-Unis contre ces personnes qui ne résident pas aux États-Unis, ou de faire exécuter contre la société ou ces personnes des jugements rendus par des tribunaux des États-Unis. Les conseillers juridiques canadiens de la société ont avisé la société qu'un jugement monétaire rendu par un tribunal des États-Unis fondé uniquement sur les dispositions en matière de responsabilité civile en fonction des lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières pourrait vraisemblablement être exécuté au Canada si le tribunal des États-Unis qui a rendu le jugement avait compétence en la matière et était reconnu par un tribunal canadien pour cette fin. Un tel résultat pourrait ne pas s'appliquer dans tous les cas. Il est moins certain qu'une poursuite pourrait être intentée au Canada en première instance en se fondant sur une obligation basée uniquement sur de telles lois.

## RAPPORT DE GESTION

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

### *Respect des réglementations canadiennes en matière de valeurs mobilières*

Le présent rapport trimestriel a pour but de se conformer aux exigences de la Bourse de Toronto et de la législation canadienne en matière de valeurs mobilières qui s'applique, lesquelles diffèrent à certains égards des règles et réglementations promulguées en vertu de la United States Securities Exchange Act de 1934, telle qu'amendée (« Exchange Act ») et telle que promulguée par la SEC (« Commission des valeurs mobilières des États-Unis »).

Nous suggérons fortement aux investisseurs américains de considérer les divulgations de notre rapport annuel au moyen du formulaire 20-F, dossier no 001-14598, tel que déposé à la SEC en vertu du Exchange Act, qui peut être obtenu, sans frais, de la société ou sous le profil de la société sur le site Internet de la SEC à l'adresse : <http://sec.gov/edgar.shtml>.

### **Déclarations prospectives**

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives. Ces déclarations se rapportent à des événements futurs ou à la performance future de la société et sont seulement des prévisions. Toute déclaration autre qu'une déclaration basée sur des faits historiques est une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, identifiées par l'emploi de mots tels que « pouvoir », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « estimer », « potentiel », « viser », « projeter », « espérer », ou leur forme négative ou des expressions semblables, de même que d'autres verbes au futur. De plus, le présent rapport de gestion peut contenir des déclarations prospectives attribuables à des tierces parties de l'industrie. Une confiance excessive ne doit pas être mise dans les déclarations prospectives étant donné qu'il n'y a aucune assurance que les projections, intentions ou attentes sur lesquelles elles sont basées vont se produire. Par sa nature, l'information prospective implique de nombreuses hypothèses, des risques et des incertitudes généraux ou spécifiques, connus ou non qui contribuent à la possibilité que les prédictions, prévisions, projections ou autres déclarations prospectives ne se produiront pas et pourraient faire en sorte qu'à l'avenir, les résultats réels ou les événements diffèrent de manière significative des résultats prévus dans les déclarations prospectives. Les facteurs importants qui pourraient causer de telles différences sont énumérés dans ce rapport de gestion, plus particulièrement dans la section intitulée « Risques et incertitudes » qui réfère au rapport de gestion annuel de la société daté du 25 février 2011. S'il y a lieu, d'autres risques peuvent être décrits dans la notice annuelle ainsi que dans les rapports de gestion annuels et intermédiaires de Mines Richmond inc.

### **Information additionnelle et divulgation continue**

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 4 novembre 2011. La société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués, d'états financiers trimestriels et annuels et de sa notice annuelle sur le site Internet de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) ainsi que par le biais de son site Internet ([www.richmont-mines.com](http://www.richmont-mines.com)).



**ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS**  
**(Non audités)**

**Troisième trimestre**  
terminé le 30 septembre 2011

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
<b>REVENUS</b>				
Métaux précieux	30 335	23 292	86 005	61 151
Autres revenus (note 3)	128	489	299	3 242
	<b>30 463</b>	<b>23 781</b>	<b>86 304</b>	<b>64 393</b>
<b>DÉPENSES</b>				
Coût des ventes (note 4)	18 194	16 957	52 415	49 838
Exploration et évaluation de projets (note 5)	3 786	2 708	8 025	5 323
Administration (note 6)	1 312	1 079	3 937	3 471
Gain sur disposition d'actifs long terme (note 7)	-	-	(3 000)	(489)
	<b>23 292</b>	<b>20 744</b>	<b>61 377</b>	<b>58 143</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>7 171</b>	<b>3 037</b>	<b>24 927</b>	<b>6 250</b>
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	32	29	95	87
Revenus financiers (note 8)	(751)	(132)	(974)	(287)
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIER</b>	<b>7 890</b>	<b>3 140</b>	<b>25 806</b>	<b>6 450</b>
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIER	1 803	593	5 994	1 877
<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>	<b>6 087</b>	<b>2 547</b>	<b>19 812</b>	<b>4 573</b>
RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	-	-	-	(128)
<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>	<b>6 087</b>	<b>2 547</b>	<b>19 812</b>	<b>4 701</b>
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (note 9)</b>				
de base	0,19	0,08	0,63	0,17
dilué	0,19	0,08	0,62	0,17
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	31 733	30 872	31 517	27 894
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	32 511	31 214	32 124	28 275

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>	<b>6 087</b>	2 547	<b>19 812</b>	4 573
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS</b>				
Variation du gain latent (de la perte latente) sur les placements disponibles à la vente	27	806	(387)	1 489
Gains réalisés sur cession de placements disponibles à la vente transférés en résultat net	(54)	(21)	(97)	(80)
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>(27)</b>	785	<b>(484)</b>	1 409
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE</b>	<b>6 060</b>	3 332	<b>19 328</b>	5 982
RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	-	-	-	(128)
RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.	<b>6 060</b>	3 332	<b>19 328</b>	6 110
	<b>6 060</b>	3 332	<b>19 328</b>	5 982

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

## ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	Capital- actions \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués \$	Actifs financiers disponibles à la vente \$	Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires de Mines Richmont inc. \$
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2010</b>	91 010	6 709	(3 745)	817	<b>94 791</b>
Émissions d'actions	3 340	-	-	-	<b>3 340</b>
Incidence de la rémunération à base d'actions	-	730	-	-	<b>730</b>
Incidence de la levée d'options d'achat d'actions	-	(885)	-	-	<b>(885)</b>
<b>Transactions avec les actionnaires de Mines Richmont inc.</b>	<b>3 340</b>	<b>(155)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 185</b>
<b>Résultat net de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 812</b>	<b>-</b>	<b>19 812</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>					
Actifs financiers disponibles à la vente :					
Perte de la période, nette d'impôts	-	-	-	(387)	<b>(387)</b>
Reclassement au résultat net, net d'impôts	-	-	-	(97)	<b>(97)</b>
<b>Total du résultat global pour la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 812</b>	<b>(484)</b>	<b>19 328</b>
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2011</b>	<b>94 350</b>	<b>6 554</b>	<b>16 067</b>	<b>333</b>	<b>117 304</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

## ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	Capital- actions \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués \$	Actifs financiers disponibles à la vente \$	Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires de Mines Richmont inc. \$	Participa- tions ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	67 087	6 226	(7 954)	(44)	65 315	1 986	67 301
Émissions d'actions en contrepartie d'espèces :							
Ordinaires	16 500	-	-	-	16 500	-	16 500
Exercice d'options d'achat d'actions	696	-	-	-	696	-	696
Émission d'actions ordinaires en contrepartie des participations ne donnant pas le contrôle	6 685	-	-	-	6 685	-	6 685
Frais d'émissions d'actions ordinaires	(1 340)	-	-	-	(1 340)	-	(1 340)
Incidence de la rémunération à base d'actions	-	733	-	-	733	-	733
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(5 125)	-	(5 125)	(1 858)	(6 983)
Incidence de la levée d'options d'achat d'actions	-	(195)	-	-	(195)	-	(195)
<b>Transactions avec les actionnaires de Mines Richmont inc.</b>	<b>22 541</b>	<b>538</b>	<b>(5 125)</b>	<b>-</b>	<b>17 954</b>	<b>(1 858)</b>	<b>16 096</b>
<b>Résultat net de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 701</b>	<b>-</b>	<b>4 701</b>	<b>(128)</b>	<b>4 573</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>							
Actifs financiers disponibles à la vente :							
Gain de la période, net d'impôts	-	-	-	1 489	1 489	-	1 489
Reclassement au résultat net, net d'impôts	-	-	-	(80)	(80)	-	(80)
<b>Total du résultat global pour la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 701</b>	<b>1 409</b>	<b>6 110</b>	<b>(128)</b>	<b>5 982</b>
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2010</b>	<b>89 628</b>	<b>6 764</b>	<b>(8 378)</b>	<b>1 365</b>	<b>89 379</b>	<b>-</b>	<b>89 379</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	<b>30 septembre 2011 \$</b>	31 décembre 2010 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>COURANT</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 775	40 030
Actions de sociétés publiques	851	1 311
Débiteurs	2 583	1 892
Actifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers	916	1 745
Crédits d'impôt à l'exploration à recevoir	11 290	3 474
Stocks (note 10)	8 260	7 364
	<b>77 675</b>	<b>55 816</b>
DÉPÔTS DE GARANTIE (note 11 b))	290	290
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 12)	69 097	59 199
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	1 200	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>148 262</b>	<b>115 305</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>COURANT</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs	11 611	9 262
Passifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers	7 297	2 674
	<b>18 908</b>	<b>11 936</b>
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11 a))	6 438	6 343
IMPÔTS MINIERS DIFFÉRÉS	5 612	2 235
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>30 958</b>	<b>20 514</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 13)	94 350	91 010
Surplus d'apport (note 14)	6 554	6 709
Résultats non distribués	16 067	(3 745)
Cumul des autres éléments du résultat global	333	817
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>	<b>117 304</b>	<b>94 791</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>148 262</b>	<b>115 305</b>
Engagement et événement subséquent (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

## TABLEAU DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(En milliers de dollars canadiens)

(Non audités)	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Résultat avant impôts sur le résultat et impôts miniers de la période	7 890	3 140	25 806	6 450
Ajustements pour :				
Amortissement et épuisement	2 489	2 274	7 307	5 307
Impôts encaissés (payés)	-	(1 171)	1 635	(893)
Rémunération à base d'actions	310	244	730	733
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	32	29	95	87
Gain sur disposition d'actifs long terme	-	-	(3 000)	(489)
Gain sur cession d'actions de sociétés publiques	(54)	(21)	(97)	(80)
	<b>10 667</b>	<b>4 495</b>	<b>32 476</b>	<b>11 115</b>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement ( <i>note 15</i> )	<b>1 362</b>	<b>1 758</b>	<b>(2 990)</b>	<b>1 968</b>
Mouvements de trésorerie provenant des activités opérationnelles	<b>12 029</b>	<b>6 253</b>	<b>29 486</b>	<b>13 083</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'actions de sociétés publiques	(102)	-	(102)	-
Disposition d'actions de sociétés publiques	106	208	175	319
Dépôts de garantie	-	-	-	(184)
Immobilisations corporelles - mine Francoeur	(4 839)	(2 292)	(13 792)	(6 268)
Immobilisations corporelles - mine Beaufor	(1 740)	(451)	(3 661)	(2 103)
Immobilisations corporelles - mine Island Gold	(917)	(1 292)	(3 505)	(3 663)
Autres immobilisations corporelles	(62)	(28)	(311)	(168)
Disposition d'actifs long terme	-	-	3 000	533
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	(244)	-	(325)
Mouvements de trésorerie utilisés par des activités d'investissement	<b>(7 554)</b>	<b>(4 099)</b>	<b>(18 196)</b>	<b>(11 859)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Émission d'actions ordinaires	988	386	2 455	17 001
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires	-	(315)	-	(1 340)
Mouvements de trésorerie provenant des activités de financement	<b>988</b>	<b>71</b>	<b>2 455</b>	<b>15 661</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>5 463</b>	<b>2 225</b>	<b>13 745</b>	<b>16 885</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<b>48 312</b>	<b>35 799</b>	<b>40 030</b>	<b>21 139</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ( <i>note 19 d</i> )	<b>53 775</b>	<b>38 024</b>	<b>53 775</b>	<b>38 024</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

## Nature des activités

Mines Richmond inc. (la « société »), une société provinciale qui a été constituée à l'origine en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, maintenant régie depuis le 14 février 2011 par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), est engagée dans l'exploitation minière ainsi que dans l'exploration et la mise en valeur de propriétés minières, principalement aurifères.

## 1. Mode de présentation et adoption des IFRS

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés par la direction de la société conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »). En mai 2011, la société a déposé ses états financiers intermédiaires consolidés pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, présentant pour la première fois ses résultats financiers et sa situation financière selon les IFRS. Les états financiers intermédiaires consolidés pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de six mois terminée le 30 juin 2011, ainsi que les présents états financiers intermédiaires consolidés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011 ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises par les IFRS lors de la production des états financiers consolidés annuels. Ces états financiers intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et les états financiers intermédiaires consolidés pour les trimestres terminés le 31 mars 2011 et le 30 juin 2011. De plus, ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés conformément à IFRS 1 « Première adoption des Normes internationales d'information financière » et conformément aux méthodes comptables que la société se propose d'adopter pour ses états financiers consolidés de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011. Ces méthodes comptables sont fondées sur les normes IFRS qui, selon la société, seront alors en vigueur. Les principales méthodes comptables ont été présentées dans les états financiers intermédiaires consolidés du trimestre terminé le 31 mars 2011 et elles n'ont subi aucune modification.

Les états financiers consolidés de la société étaient auparavant préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La date de transition des PCGR aux IFRS est le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Les PCGR diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation, d'évaluation et de consolidation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. Les informations comparatives de l'exercice 2010 ont été retraitées pour rendre compte de ces modifications. La note 21 présente le rapprochement des capitaux propres, du résultat net et du résultat global selon les PCGR du Canada et selon les IFRS, de même que la description de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

La préparation des états financiers intermédiaires consolidés conformément à IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société.

## 2. Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la société n'a pas adoptés de façon anticipée

À la date d'autorisation de ces états financiers intermédiaires consolidés, de nouvelles normes et interprétations des normes existantes et de nouveaux amendements ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur, et la société ne les a pas adoptés de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position non encore en vigueur sera adopté dans les méthodes comptables de la société au cours de la première période débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la société est fournie ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers de la société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

**IFRS 9 : « Instruments financiers »** (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») vise à remplacer intégralement l'IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». La norme de remplacement (IFRS 9) est publiée en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le 4 août 2011, un exposé-sondage a été publié pour proposer de modifier la date d'application obligatoire portant celle-ci au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Par ailleurs, d'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de la comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société. Cependant, elle ne prévoit pas adopter cette nouvelle norme avant que tous les chapitres du projet de remplacement de l'IFRS 9 aient été publiés et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

**IFRS 10 : « États financiers consolidés »** (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IASB vise à remplacer la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc », et certaines parties de l'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La nouvelle norme reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

**IFRS 11 : « Coentreprise »** (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IASB vise à remplacer l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Selon cette méthode, la quote-part de la société dans l'actif net, le résultat net et les autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur une ligne dans l'état de la situation financière consolidé, le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé. L'IFRS 11 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

**IFRS 12 : « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités »** (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes de participations dans les autres entités, y compris les coentreprises, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

**IFRS 13 : « Évaluation de la juste valeur »** (en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) : L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la société.

**Modifications d'autres normes :** De plus, des modifications ont été apportées à des normes existantes, notamment IAS 27 et IAS 28 et IAS 1. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'élargir son champ d'application aux coentreprises et de tenir compte des modifications liées aux IFRS 10 à 13. IAS 1 a été modifiée pour qu'y figurent de nouvelles obligations d'information concernant les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global, notamment l'obligation de classer ces éléments dans deux groupes distincts selon qu'ils pourront ou non être reclassés dans le compte de résultat dans le futur.

### 3. Autres revenus

Les autres revenus incluent les revenus de vente d'argent ainsi que les revenus provenant de l'usinage à forfait.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 4. Coût des ventes

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Exploitation minière	15 091	13 875	43 391	41 337
Redevances	670	561	1 876	1 487
Usinage à forfait	-	300	-	1 863
Amortissement et épuisement	2 433	2 221	7 148	5 151
	<b>18 194</b>	<b>16 957</b>	<b>52 415</b>	<b>49 838</b>

### 5. Exploration et évaluation de projets

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Mine Beaufor	238	877	788	1 743
Mine Island Gold	1 822	1 738	3 907	3 437
Mine Francoeur	70	66	148	117
Propriété Wasamac	2 117	477	4 840	702
Propriété Cripple Creek	3	334	5	827
Propriété Monique	257	38	2 028	46
Autres propriétés	23	5	99	40
Évaluation de projets	45	76	217	325
Exploration et évaluation de projets avant amortissement et crédits d'impôt à l'exploration	4 575	3 611	12 032	7 237
Amortissement	40	35	113	103
Crédits d'impôt à l'exploration	(829)	(938)	(4 120)	(2 017)
	<b>3 786</b>	<b>2 708</b>	<b>8 025</b>	<b>5 323</b>

### 6. Administration

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Rémunération à base d'actions	310	244	730	733
Amortissement	16	17	46	53
Autres	986	818	3 161	2 685
	<b>1 312</b>	<b>1 079</b>	<b>3 937</b>	<b>3 471</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 7. Gain sur disposition d'actifs long terme

Le gain sur disposition d'actifs long terme se compose des éléments suivants :

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Propriété Valentine Lake a)	-	-	3 000	-
Bâtiment corporatif b)	-	-	-	496
Équipements miniers	-	-	-	(7)
	-	-	3 000	489

- a) Le 24 janvier 2011, la société a reçu 3 000 \$ de Mountain Lake Resources Inc. pour la disposition de l'intérêt de 70 % détenu sur la propriété de Valentine Lake située au centre de Terre-Neuve. Conformément à une lettre d'entente, Mountain Lake Resources inc. avait émis 2 500 000 actions en faveur de la société en avril 2009, a dépensé la somme de 1 000 \$ en travaux et frais d'exploration sur cette propriété et, tel qu'entendu entre les parties, a versé une somme au comptant de 3 000 \$ qui a entraîné, en janvier 2011, un gain sur disposition d'actifs miniers du même montant.
- b) Le 4 janvier 2010, la société a vendu un bâtiment corporatif ayant une valeur nette comptable de 34 \$ pour un montant de 530 \$.

### 8. Revenus financiers

Les revenus financiers incluent les revenus d'intérêt sur la trésorerie de 105 \$ (65 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010), la variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie de 264 \$ (105 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010), les gains sur disposition d'actions de sociétés publiques de 97 \$ (80 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010) et les gains de change de 508 \$ (37 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010).

### 9. Résultat par action

Les résultats de base et dilués par action ont été calculés à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de Mines Richmond inc. comme numérateur. Le rapprochement entre le nombre moyen pondéré d'actions aux fins du résultat dilué par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé dans le calcul du résultat de base par action se détaille comme suit :

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du résultat de base par action ( <i>en milliers</i> )	31 733	30 872	31 517	27 894
Actions présumées être émises sans contrepartie à l'égard des paiements fondés sur des actions ( <i>en milliers</i> )	778	342	607	381
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du résultat dilué par action ( <i>en milliers</i> )	32 511	31 214	32 124	28 275

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 10. Stocks

	<b>30 septembre 2011</b>	31 décembre 2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Métaux précieux	<b>443</b>	903
Minerai	<b>4 816</b>	4 003
Fournitures	<b>3 001</b>	2 458
	<b>8 260</b>	7 364

Il n'y a eu aucune dépréciation des stocks comptabilisée en dépenses et aucune reprise de dépréciation au cours des neuf premiers mois de 2011. Au cours de la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2010, une dépréciation des stocks de 97 \$ avait été comptabilisée en dépenses.

### 11. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles

Les activités de production et d'exploration de la société sont assujetties à diverses lois ainsi qu'à divers règlements fédéraux et provinciaux régissant la protection de l'environnement. Ces lois et règlements sont en constante évolution et tendent généralement à imposer des restrictions de plus en plus sévères. La société effectue ses activités de manière à protéger adéquatement l'environnement et la santé publique. La société a donc comptabilisé les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations des sites miniers en se basant sur la meilleure estimation de la juste valeur établie par la direction. Ces estimations sont sujettes à des changements à la suite de modifications aux lois et règlements ou si de nouveaux événements surviennent.

#### a) Répartition des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente la répartition des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010 :

	<b>30 septembre 2011</b>	31 décembre 2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Usine Camflo	<b>3 820</b>	3 764
Mine Island Gold	<b>1 319</b>	1 299
Mine Beaufor	<b>693</b>	683
Mine Francoeur	<b>606</b>	597
	<b>6 438</b>	6 343

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### b) Dépôts de garantie et lettres de crédit

Au 30 septembre 2011, la société a 106 \$ en dépôts auprès du gouvernement du Québec, 184 \$ en dépôts auprès du gouvernement de l'Ontario et dispose d'une facilité de crédit de 3 000 \$ pour l'émission de lettres de crédit en vue du règlement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. La facilité de crédit a un frais fixe de 0,85 %. Le tableau suivant présente la répartition des dépôts de garantie et des lettres de crédit émises au 30 septembre 2011 :

	<b>30 septembre 2011 \$</b>	<b>Date de renouvellement</b>
Dépôts de garantie		
Mine Island Gold (propriété Lochalsh)	<b>184</b>	
Mine Beaufor	<b>52</b>	
Mine Francoeur	<b>54</b>	
	<b>290</b>	
Lettres de credit		
Usine Camflo	<b>1 332</b>	<b>20 octobre 2011</b>
Mine Island Gold (propriété Kremzar)	<b>979</b>	<b>26 octobre 2011</b>
	<b>2 311</b>	

En date du 31 décembre 2010, la société avait garanti la restauration des sites miniers par 106 \$ en dépôts auprès du gouvernement du Québec, 184 \$ en dépôts auprès du gouvernement de l'Ontario et par des lettres de crédit s'élevant à 2 129 \$.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 12. Immobilisations corporelles

	Sites miniers en production					Bureau corporatif			Mine en développement	Total	
	Propriétés minières	Frais de développement	Bâtiments	Équipements	Coût de mise hors service	Total	Bâtiments	Équipements et matériel roulant	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Valeur comptable brute</b>											
Solde au 31 décembre 2010	1 811	46 963	7 414	15 853	3 627	<b>75 668</b>	1 165	579	<b>1 744</b>	<b>12 341</b>	<b>89 753</b>
Acquisitions	-	4 281	789	2 006	-	<b>7 076</b>	46	-	<b>46</b>	<b>14 468</b>	<b>21 590</b>
Dispositions et radiations	-	-	-	-	-	-	(250)	(142)	<b>(392)</b>	-	<b>(392)</b>
Crédits d'impôt à l'exploration	-	(115)	-	-	-	<b>(115)</b>	-	-	-	<b>(4 270)</b>	<b>(4 385)</b>
Transferts	-	-	-	45	-	<b>45</b>	-	(19)	<b>(19)</b>	<b>(26)</b>	-
Solde au 30 septembre 2011	1 811	51 129	8 203	17 904	3 627	<b>82 674</b>	961	418	<b>1 379</b>	<b>22 513</b>	<b>106 566</b>
<b>Amortissement et épuisement</b>											
Solde au 31 décembre 2010	916	18 074	3 118	6 328	1 219	<b>29 655</b>	413	459	<b>872</b>	<b>27</b>	<b>30 554</b>
Amortissement et épuisement	16	4 786	638	1 586	235	<b>7 261</b>	22	24	<b>46</b>	-	<b>7 307</b>
Dispositions et radiations	-	-	-	-	-	-	(250)	(142)	<b>(392)</b>	-	<b>(392)</b>
Solde au 30 septembre 2011	932	22 860	3 756	7 914	1 454	<b>36 916</b>	185	341	<b>526</b>	<b>27</b>	<b>37 469</b>
<b>Valeur comptable au 30 septembre 2011</b>	<b>879</b>	<b>28 269</b>	<b>4 447</b>	<b>9 990</b>	<b>2 173</b>	<b>45 758</b>	<b>776</b>	<b>77</b>	<b>853</b>	<b>22 486</b>	<b>69 097</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

	Sites miniers en production					Bureau corporatif			Mine en développement	Total	
	Propriétés minières \$	Frais de développement \$	Bâtiments \$	Équipements \$	Coût de mise hors service \$	Total \$	Bâtiments \$	Équipements et matériel roulant \$	Total \$	\$	\$
<b>Valeur comptable brute</b>											
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	1 564	42 481	6 588	14 079	3 247	<b>67 959</b>	1 476	560	<b>2 036</b>	<b>2 442</b>	<b>72 437</b>
Acquisitions	350	4 482	826	2 157	-	<b>7 815</b>	-	28	<b>28</b>	<b>9 858</b>	<b>17 701</b>
Dispositions et radiations	(103)	-	-	(339)	-	<b>(442)</b>	(311)	-	<b>(311)</b>	-	<b>(753)</b>
Transferts	-	-	-	(44)	-	<b>(44)</b>	-	(9)	<b>(9)</b>	41	<b>(12)</b>
Révision coûts	-	-	-	-	380	<b>380</b>	-	-	-	-	<b>380</b>
Solde au 31 décembre 2010	1 811	46 963	7 414	15 853	3 627	<b>75 668</b>	1 165	579	<b>1 744</b>	<b>12 341</b>	<b>89 753</b>
<b>Amortissement et épuisement</b>											
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	888	13 337	2 571	4 841	940	<b>22 577</b>	648	413	<b>1 061</b>	<b>27</b>	<b>23 665</b>
Amortissement et épuisement	28	4 737	547	1 534	279	<b>7 125</b>	42	46	<b>88</b>	-	<b>7 213</b>
Dispositions et radiations	-	-	-	(35)	-	<b>(35)</b>	(277)	-	<b>(277)</b>	-	<b>(312)</b>
Transferts	-	-	-	(12)	-	<b>(12)</b>	-	-	-	-	<b>(12)</b>
Solde au 31 décembre 2010	916	18 074	3 118	6 328	1 219	<b>29 655</b>	413	459	<b>872</b>	<b>27</b>	<b>30 554</b>
<b>Valeur comptable au 31 décembre 2010</b>	<b>895</b>	<b>28 889</b>	<b>4 296</b>	<b>9 525</b>	<b>2 408</b>	<b>46 013</b>	<b>752</b>	<b>120</b>	<b>872</b>	<b>12 314</b>	<b>59 199</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 13. Capital-actions

Autorisé : Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

	Trois mois terminés le 30 septembre 2011		Neuf mois terminés le 30 septembre 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$
<b>Émis et payé : Actions ordinaires</b>				
Solde au début	31 695	93 009	31 230	91 010
Émission d'actions en contrepartie d'espèces				
Exercice d'options d'achat d'actions a)	307	1 341	772	3 340
<b>Solde à la fin</b>	<b>32 002</b>	<b>94 350</b>	<b>32 002</b>	<b>94 350</b>

#### a) Émission d'actions

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, la société a émis 307 100 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions et a reçu en contrepartie un montant en espèces de 988 \$. Le surplus d'apport a été réduit de 353 \$ soit la juste valeur comptabilisée des options d'achat d'actions exercées.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, la société a émis 772 200 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions et a reçu en contrepartie un montant en espèces de 2 455 \$. Le surplus d'apport a été réduit de 885 \$ soit la juste valeur comptabilisée des options d'achat d'actions exercées.

#### b) Régime d'options d'achat d'actions

Un sommaire de la situation du régime d'options d'achat d'actions de la société au 30 septembre 2011 et des changements survenus au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées à cette date est présenté ci-dessous.

	Trois mois terminés le 30 septembre 2011		Neuf mois terminés le 30 septembre 2011	
	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options en circulation au début	1 903	3,62	2 311	3,46
Attribuées	110	10,87	175	9,00
Exercées	(307)	3,22	(772)	3,18
Annulées	(8)	2,49	(16)	2,21
Échues	-	-	-	-
<b>Options en circulation à la fin</b>	<b>1 698</b>	<b>4,17</b>	<b>1,698</b>	<b>4,17</b>
<b>Options pouvant être exercées à la fin</b>	<b>625</b>	<b>3,56</b>	<b>625</b>	<b>3,56</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après résume l'information relative au régime d'options d'achat d'actions au 30 septembre 2011 :

Prix d'exercice	Options en circulation au 30 septembre 2011			Options pouvant être exercées au 30 septembre 2011	
	Nombre d'options (en milliers)	Durée de vie moyenne pondérée restante (ans)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré \$
1,80 \$ à 2,07 \$	329	2,2	1,93	165	1,95
2,74 \$ à 3,86 \$	406	2,1	3,25	195	3,10
4,12 \$ à 5,41 \$	831	3,0	4,53	241	4,34
6,86 \$ à 8,26 \$	22	4,7	7,50	2	8,26
10,87 \$	110	5,0	10,87	22	10,87
	<b>1 698</b>	<b>2,8</b>	<b>4,17</b>	<b>625</b>	<b>3,56</b>

Au cours de la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2011, la société a attribué 175 000 options à l'intention d'employés cadres (595 000 pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, à l'intention d'administrateurs et d'employés cadres). La moyenne pondérée des justes valeurs calculée selon le modèle d'évaluation de Black & Scholes à la date d'attribution de chaque option est de 4,48 \$ (1,96 \$ en 2010). Les coûts de rémunération ont été calculés selon le modèle d'évaluation de Black & Scholes avec les hypothèses ci-dessous

	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Taux d'intérêt sans risque	1,8 %	2,3 %
Durée prévue	4,6 ans	3 et 4 ans
Volatilité prévue	59 %	63 %
Rendement de dividende prévu	0,0 %	0,0 %

Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2011, le coût de rémunération total passé en charges pour les attributions de rémunération à base d'actions est de 730 \$ (733 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010). Les mêmes sommes ont été portées en augmentation du surplus d'apport.

### 14. Surplus d'apport

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
	\$	\$
Solde au début	6 709	6 226
Charge de rémunération à base d'actions	730	1 080
Levée d'options d'achat d'actions	(885)	(597)
Solde à la fin	<b>6 554</b>	6 709

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 15. Mouvements de trésorerie consolidés

	Trois mois terminés		Neuf mois terminés	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Débiteurs	(40)	380	(691)	(508)
Crédits d'impôt à l'exploration à recevoir	(828)	400	(3 431)	(678)
Stocks	934	350	(896)	1 358
Fournisseurs et autres créditeurs	1 296	628	2 028	1 796
	<b>1 362</b>	<b>1 758</b>	<b>(2 990)</b>	<b>1 968</b>

#### Informations supplémentaires

Montant encaissé au cours de la période :

Intérêts	136	57	351	136
----------	-----	----	-----	-----

#### Transactions sans effet sur la trésorerie :

Variation des fournisseurs et autres créditeurs reliés :

- à des projets en développement et autres immobilisations corporelles	(44)	(182)	321	135
- à l'émission d'actions ordinaires	-	(315)	-	-
- au rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	(247)	-	-

Un montant de 4 385 \$, inclus dans les crédits d'impôt à l'exploration à recevoir, a été inscrit en diminution des immobilisations corporelles. Ce montant n'est pas compris dans la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

### 16. Engagement et événement subséquent

Le 9 mai 2011, la société a annoncé la signature d'une entente d'option avec Entreprises minières Globex inc. dans le but d'acquérir un intérêt de 100 % dans cinq claims. Conformément à l'entente, la société a versé 500 \$ et pour maintenir son droit d'option, elle devra payer un montant additionnel de 500 \$ en novembre 2012. De plus, la société devra engager 1 000 \$ en dépenses sur ces claims avant novembre 2012 et engager un montant additionnel de 1 000 \$ avant le trente-sixième mois suivant la signature de l'entente. Pour exercer son option d'acquisition des claims, la société devra ensuite payer 2 000 \$ et émettre 500 000 actions ordinaires en mai 2014. Finalement, suite à cette acquisition, la société devra engager un montant additionnel de 1 000 \$ en dépenses sur ces claims au cours des douze mois subséquents. La société peut abandonner son droit d'exercer cette option d'acquisition à tout moment en fournissant un préavis écrit trente jours avant la date de l'abandon.

Le 31 octobre 2011, dans le cadre d'un placement privé, la société a émis 980 500 actions ordinaires et 245 125 bons de souscription pour un produit brut de 10 295 \$. Chaque bon de souscription permet d'acquérir une action ordinaire à un prix de 13,00 \$ par action d'ici le 31 décembre 2012.

### 17. Éventualité

La société fait l'objet d'une poursuite survenue dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que cette poursuite est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers à cet égard.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 18. Informations concernant le capital

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont d'assurer la continuité d'exploitation tout en maintenant les programmes d'exploration en cours ainsi que le développement des actifs miniers, de fournir un fonds de roulement suffisant afin de respecter ses engagements en cours et de poursuivre d'éventuels investissements.

La société définit son capital comme étant les capitaux propres.

La société gère la structure de son capital et y fait des ajustements en conformité avec les objectifs susmentionnés ainsi qu'à la lumière des changements de conditions économiques et des risques caractéristiques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut racheter ses actions, afin de les annuler, dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités, émettre de nouvelles actions, contracter une dette, acquérir ou disposer d'actifs ou modifier les sommes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et les actions de sociétés publiques. La société n'est soumise à aucune obligation externe concernant son capital. La gestion du capital par la société est demeurée inchangée depuis l'exercice précédent.

### 19. Instruments financiers et gestion des risques

#### a) Juste valeur des instruments financiers

La société a classé sa trésorerie à titre d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat, ses actions de sociétés publiques comme actifs financiers disponibles à la vente, ses dépôts à terme et débiteurs en tant que prêts et créances et ses fournisseurs et autres créditeurs comme passifs financiers, tel que défini par IAS 39 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » du Manuel de l'ICCA.

Le tableau ci-après présente la valeur comptable ainsi que la juste valeur de chacune des catégories d'instruments financiers :

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat				
Trésorerie a)	49 949	49 949	28 470	28 470
Actifs financiers disponibles à la vente				
Actions de sociétés publiques b)	851	851	1 311	1 311
Prêts et créances				
Débiteurs a)	181	181	116	116
Dépôts à terme a)	3 826	3 826	11 560	11 560
	54 807	54 807	11 676	11 676
Passifs financiers				
Fournisseurs et autres créditeurs a)	11 545	11 545	9 143	9 143

a) La société possède et assume des actifs et passifs financiers, tels que de la trésorerie, des débiteurs, des dépôts à terme ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs. La juste valeur de ces actifs et passifs financiers se rapproche de leur valeur comptable compte tenu que ceux-ci se réaliseront ou seront réglés dans une échéance rapprochée.

b) La juste valeur des actions des sociétés publiques est le prix cours acheteur du jour.

La variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011 est de 264 \$ (105 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010).

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### b) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière consolidé doivent être classés selon une hiérarchie qui reflètent l'importance des données utilisées pour réaliser l'évaluation à la juste valeur et comportant trois niveaux soit :

Niveau 1 : évaluation fondée sur les prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs du niveau 1 et qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Les évaluations à la juste valeur des actions de sociétés publiques ont été classées au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur. Leur évaluation est basée sur le cours acheteur des titres boursiers.

### c) Risques du marché

La société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'or et de la devise américaine par rapport à la devise canadienne. La société gère son exposition à ces risques par l'utilisation occasionnelle d'instruments financiers dérivés et par des contrats de vente à terme. La société est également exposée à la fluctuation des cours du prix des actions qu'elle détient à l'égard des actions de sociétés publiques et aux fluctuations des taux d'intérêts pour sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie. Les risques ainsi que la gestion de ces risques sont demeurés les mêmes par rapport aux exercices précédents.

Le conseil d'administration approuve toutes les politiques concernant l'utilisation d'instruments financiers dérivés ainsi que des contrats de vente à terme. La société ne détient aucun instrument financier ou instrument financier dérivé dans un but spéculatif.

#### *Risque de change*

Le cours du prix de l'or est déterminé en devise américaine; pour gérer son exposition à ce risque, la société peut occasionnellement avoir recours à divers types de contrats de change. Au cours des périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010, la société n'a utilisé aucun contrat de vente à terme. Au 30 septembre 2011, le risque auquel la société est exposée s'établit comme suit :

	<b>30 septembre 2011 \$ US</b>	31 décembre 2010 \$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>1 105</b>	3 083

Compte tenu du montant à risque en date du 30 septembre 2011 et en présumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain entraînerait une variation de 111 \$ du revenu sur taux de change provenant de l'encaisse obtenue en dollar américain.

#### *Risque lié aux contrats de vente d'or*

En ce qui concerne sa production d'or, la société peut réduire son risque lié à une baisse du prix de l'or en utilisant occasionnellement des contrats de vente à terme ainsi que des options de vente (put) et des options d'achat (call). Le risque lié au prix de l'or est le même que celui des exercices précédents. Au cours des périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010, la société n'a utilisé aucun contrat d'opérations de couverture pour sa production d'or.

#### *Risque de taux d'intérêt*

La trésorerie et équivalents de trésorerie portent intérêt et, par conséquent, la société est exposée à une variation de leur taux d'intérêt à leur renouvellement. Ainsi, compte tenu du montant à risque au 30 septembre 2011, et en présumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux d'intérêt entraînerait une augmentation ou une diminution de 98 \$ du résultat avant impôts.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### d) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la société à un risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie et les débiteurs. La société place sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie dans des titres de haute qualité émis par des organismes gouvernementaux, des institutions financières et des entreprises de grande envergure, et diversifie ses placements afin de limiter son exposition au risque de crédit. Au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010, la trésorerie et les dépôts à terme de la société sont placés dans trois institutions financières.

Le tableau qui suit présente la composition de la trésorerie et équivalents de trésorerie :

	<b>30 septembre 2011</b>	31 décembre 2010
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Trésorerie a)	<b>49 949</b>	28 470
Équivalents de trésorerie		
Dépôts à terme, 1,10 % à 1,15 % (1,05 % à 1,20 % au 31 décembre 2010), échéant en octobre, novembre et décembre 2011	<b>3 826</b>	11 560
	<b>53 775</b>	40 030

- a) Au 30 septembre 2011, 48 % de la trésorerie est placée à un taux variant de 1,20 % à 1,60 % et 49 % à un taux de 0,75 %. (Au 31 décembre 2010, 73 % de la trésorerie était placée à des taux variant de 1,20 % à 1,50 % et 22 % à un taux variant de 0,50 % à 0,75 %).

La société ne dispose d'aucune garantie sur ses instruments financiers sujets au risque de crédit, mais elle atténue ce risque en ne transigeant qu'avec un groupe diversifié de partenaires ayant des situations financières saines et, conséquemment, n'anticipe aucune perte. Le risque de crédit et la gestion de celui-ci est le même que celui de l'exercice précédent.

### e) Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie afin de s'assurer que la société dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Le risque de liquidité et la gestion de celui-ci est le même que celui de l'exercice précédent.

Les fournisseurs et autres créditeurs sont dus au cours du prochain exercice financier.

## 20. Information sectorielle

La société exerce ses activités dans le domaine de l'exploitation de mines d'or sur différents sites au Québec et en Ontario. Ces sites en exploitation sont gérés séparément, compte tenu de leur emplacement géographique différent. La société évalue la performance de chacun des secteurs en se fondant sur le résultat avant impôts. Les méthodes comptables utilisées pour chacun des secteurs sont les mêmes que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés.

Il n'y a pas eu de différence en 2011 par rapport aux états financiers annuels dans la base de sectorisation ou la base d'évaluation du résultat sectoriel.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

Information sectorielle concernant le compte de résultat consolidé	Trois mois terminés le 30 septembre 2011			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Revenus	10 315	20 148	-	30 463
Coût des ventes et autres a)	7 004	11 219	564	18 787
Exploration et évaluation de projets	309	1 822	1 655	3 786
Total des dépenses	7 313	13 041	2 219	22 573
Résultat avant impôts sur le résultat et impôts miniers	3 002	7 107	(2 219)	7 890
Acquisition d'immobilisations corporelles	6 595	917	46	7 558

Information sectorielle concernant le compte de résultat consolidé	Neuf mois terminés le 30 septembre 2011			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Revenus	30 037	56 266	1	86 304
Coût des ventes et autres a)	19 350	33 143	2 980	55 473
Exploration et évaluation de projets	936	3 908	3 181	8 025
Gain sur disposition d'actifs long terme	-	-	(3 000)	(3 000)
Total des dépenses	20 286	37 051	3 161	60 498
Résultat avant impôts sur le résultat et impôts miniers	9 751	19 215	(3 160)	25 806
Acquisition d'immobilisations corporelles	17 718	3 505	46	21 269

Information sectorielle concernant l'état de la situation financière consolidé	30 septembre 2011			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Actif courant	6 945	13 247	57 483	77 675
Dépôts de garantie	106	184	-	290
Immobilisations corporelles	32 094	34 938	2 065	69 097
Actif d'impôts différés	-	-	1 200	1 200
Total de l'actif	39 145	48 369	60 748	148 262
Passif courant	5 524	4 269	9 115	18 908
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	5 119	1 319	-	6 438
Impôts miniers différés	-	-	5 612	5 612
Total du passif	10 643	5 588	14 727	30 958

- a) Le coût des ventes et autres est composé de l'exploitation minière, des redevances, de l'usinage à forfait, de l'amortissement et épuisement, de l'administration, de la charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et des revenus financiers.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

Information sectorielle concernant le compte de résultat consolidé	Trois mois terminés le 30 septembre 2010			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Revenus	7 906	15 875	-	23 781
Coût des ventes et autres a)	5 685	11 240	1 008	17 933
Exploration et évaluation de projets	939	2 074	(305)	2 708
Total des dépenses	6 624	13 314	703	20 641
Résultat avant impôts sur le résultat et impôts miniers	1 282	2 561	(703)	3 140
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 743	1 292	28	4 063

Information sectorielle concernant le compte de résultat consolidé	Neuf mois terminés le 30 septembre 2010			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Revenus	21 953	42 440	-	64 393
Coût des ventes et autres a)	17 321	32 722	3 066	53 109
Exploration et évaluation de projets	1 826	4 268	(771)	5 323
Perte (gain) sur disposition d'actifs long terme	-	7	(496)	(489)
Total des dépenses	19 147	36 997	1 799	57 943
Résultat avant impôts sur le résultat et impôts miniers	2 806	5 443	(1 799)	6 450
Acquisition d'immobilisations corporelles	8 463	3 663	76	12 202

Information sectorielle concernant l'état de la situation financière consolidé	31 décembre 2010			
	Québec \$	Ontario \$	Exploration, corporatif et autres \$	Total \$
Actif courant	4 295	7 260	44 261	55 816
Dépôts de garantie	106	184	-	290
Immobilisations corporelles	19 332	37 723	2 144	59 199
Total de l'actif	23 733	45 167	46 405	115 305
Passif courant	4 102	3 929	3 905	11 936
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	5 043	1 300	-	6 343
Impôts miniers différés	-	-	2 235	2 235
Total du passif	9 145	5 229	6 140	20 514

a) Le coût des ventes et autres est composé de l'exploitation minière, des redevances, de l'usinage à forfait, de l'amortissement et épuisement, de l'administration, de la charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et des revenus financiers.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### 21. Transition aux IFRS

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 seront ses premiers états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS. Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés tel qu'il est décrit à la note 1, notamment en ce qui concerne l'application de IFRS 1.

L'incidence de la transition aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat global et les mouvements de trésorerie présentés est décrite dans cette note et est expliquée plus en détail dans les notes relatives aux tableaux. En outre, IFRS 1 exige la présentation d'informations financières comparatives. Par conséquent, la société a commencé à appliquer les IFRS le 1<sup>er</sup> janvier 2010. IFRS 1 impose aux premiers adoptants d'appliquer rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière, soit le 31 décembre 2011 pour la société. Cependant, elle prévoit certaines exemptions optionnelles et certaines exceptions obligatoires pour les premiers adoptants des IFRS.

#### Choix initiaux lors de l'adoption :

Au moment de la transition, IFRS 1 autorise certaines exemptions facultatives et prescrit certaines exceptions à l'application rétrospective complète. La société a appliqué les exceptions obligatoires et certaines exemptions facultatives. Les exemptions et exceptions suivantes ont été adoptées par la société.

#### Choix des exemptions facultatives lors de la transition aux IFRS

- a) **Regroupements d'entreprises** – IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3R « Regroupements d'entreprises » prospectivement à la date de transition ou de choisir une date à partir de laquelle les regroupements d'entreprises seront retraités. L'application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition conformément aux recommandations de IFRS 3R. La société a choisi d'appliquer rétrospectivement IFRS 3R aux regroupements d'entreprises survenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Un seul regroupement d'entreprise est survenu entre cette date et la date de transition. Le rachat des participations ne donnant pas le contrôle de La Société minière Louvem Inc. survenu le 18 mai 2010 n'a eu aucun impact lors de la transition aux IFRS puisque la société avait adopté de façon anticipée le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises » et les chapitres 1601 « États financiers consolidés » et 1602 « Participations ne donnant pas le contrôle » qui sont harmonisés avec IFRS 3R « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».
- b) **Rémunération à base d'actions** – IFRS 1 encourage, mais n'oblige pas l'application de IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » aux instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002. Un nouvel adoptant est également encouragé à appliquer, sans y être tenu, IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et acquis avant la plus tardive des dates suivantes : la date de transition ou le 1<sup>er</sup> janvier 2005. La société a choisi d'appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres octroyés avant la date de transition mais non entièrement acquis à cette même date.
- c) **Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles** – La société a choisi d'adopter l'exemption de IFRS 1 permettant à un nouvel adoptant de ne pas être tenu de se conformer aux dispositions de IFRIC 1, « Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires », en ce qui concerne les variations de tels passifs qui se sont produites avant la date de transition. En appliquant cette exemption, la société a évalué le passif à la date de transition, a estimé le montant qui aurait été inclus dans le coût de l'actif correspondant lorsque le passif a pris naissance, en actualisant le passif à cette date en utilisant la meilleure estimation du taux d'actualisation historique ajusté au titre du risque qui se serait appliqué à ce passif dans l'intervalle, et calculé l'amortissement cumulé sur ce montant à la date de transition sur la base de l'estimation actuelle de la durée d'utilité de l'actif, en appliquant la méthode d'amortissement adoptée par la société selon les IFRS. Le résiduel de cet ajustement à la date de transition doit alors être inscrit dans les résultats non distribués d'ouverture.

#### Exceptions obligatoires lors de la transition aux IFRS

- a) **Estimations** – Les informations a posteriori ne sont pas utilisées pour créer ou réviser des estimations. Les estimations faites antérieurement par la société selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées lors de l'application des IFRS sauf si cela était nécessaire pour refléter des différences entre les méthodes comptables.
- b) **Décomptabilisation des actifs et passifs financiers** – Les actifs et passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS. La société a appliqué par anticipation la modification de IFRS 1 à ce sujet au niveau de la date d'application de l'exception, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

c) **Participations ne donnant pas le contrôle** - Puisque la société a choisi d'appliquer l'exemption facultative sur les regroupements d'entreprises aux regroupements survenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la société doit appliquer les dispositions suivantes d'IAS 27 (amendée en 2008), « États financiers consolidés et individuels » à titre prospectif à compter de cette même date, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

- (a) la disposition selon laquelle le résultat global total est attribué aux actionnaires de Mines Richmond inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle;
- (b) les dispositions relatives à la comptabilisation des changements dans les parts d'intérêt de la société-mère dans une filiale qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle; et
- (c) les dispositions relatives à la comptabilisation d'une perte de contrôle d'une filiale, ainsi que les dispositions à l'égard desquelles une entité engagée dans un plan de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale doit classer tous les actifs et passifs de cette filiale comme détenus en vue de la vente lorsque les critères sous-jacents à une telle présentation sont remplis, et ce, que l'entité conserve ou non une participation ne donnant pas le contrôle dans son ancienne filiale après la vente.

### Rapprochements des PCGR du Canada et des IFRS

IFRS 1 impose à une entité de rapprocher ses capitaux propres, son résultat global et ses mouvements de trésorerie des périodes antérieures. La première adoption par la société des IFRS n'a pas eu d'incidence sur les totaux des mouvements de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements des capitaux propres consolidés, du résultat net et du résultat global consolidés entre les PCGR du Canada et les IFRS pour les périodes indiquées :

#### Rapprochement des capitaux propres consolidés

	<b>30 septembre 2010 \$</b>
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	91 624
Effets de la transition aux IFRS :	
1. Regroupements d'entreprises	(2 422)
2. Rémunération à base d'actions	-
3. Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	177
<b>Total des capitaux propres selon les IFRS</b>	<b>89 379</b>

#### Rapprochement du résultat net consolidé

	<b>Trois mois terminés le 30 septembre 2010 \$</b>	<b>Neuf mois terminés le 30 septembre 2010 \$</b>
Résultat net selon les PCGR du Canada	2 454	4 328
Effets de la transition aux IFRS :		
1. Regroupements d'entreprises	97	260
2. Rémunération à base d'actions	(59)	(171)
3. Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	55	156
<b>Résultat net selon les IFRS</b>	<b>2 547</b>	<b>4 573</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement du résultat global consolidé

	Trois mois terminés le 30 septembre 2010 \$	Neuf mois terminés le 30 septembre 2010 \$
Résultat étendu selon les PCGR du Canada	3 239	5 737
Effets de la transition aux IFRS :		
Différences liées au résultat net	93	245
<b>Résultat global selon les IFRS</b>	<b>3 332</b>	<b>5 982</b>

### Notes relatives aux rapprochements

En plus des exemptions optionnelles et des exceptions obligatoires mentionnées précédemment, les rubriques ci-dessous font état des différences importantes entre les méthodes comptables antérieures selon les PCGR du Canada et les nouvelles méthodes comptables selon les IFRS que la société applique maintenant. Seules les différences qui ont une incidence pour la société à la date de transition sont décrites ci-dessous. Ce qui suit n'est pas un résumé complet de toutes les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. En ce qui concerne les incidences pour la société, les explications données pour chaque rubrique numérotée ci-dessous font référence à la rubrique portant le numéro correspondant dans les tableaux ci-dessus, laquelle donne l'incidence quantitative de chaque changement. À moins qu'une incidence quantitative ne soit fournie ci-dessous, l'effet du changement n'a pas été significatif pour la société.

- 1- Regroupements d'entreprises** – Tel qu'il est mentionné dans la rubrique « Choix des exemptions facultatives lors de la transition aux IFRS », la société a appliqué l'exemption prévue par IFRS 1 pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Par conséquent, les regroupements menés à terme avant cette date n'ont pas été retraités. Les ajustements découlant des IFRS ci-dessous ont trait au regroupement d'entreprises survenu après le 1<sup>er</sup> janvier 2008, non comptabilisé selon les IFRS. L'acquisition de Patricia Mining Corp., réalisée le 16 décembre 2008, a donc été retraitée comme suit :

#### *Évaluation du prix d'acquisition*

**PCGR du Canada** – Les actions émises en contrepartie d'un regroupement sont évaluées à leur valeur au marché dans les quelques jours précédant et suivant la date où la transaction envisagée a été annoncée.

**IFRS** – Les actions émises en contrepartie d'un regroupement sont évaluées à leur valeur au marché à la date de clôture de la transaction. Par conséquent, à la date de transition, le capital-actions a été augmenté de 225 \$ à la suite de la réévaluation des actions émises lors de l'acquisition, diminué des frais d'émission de 80 \$. La contrepartie de 145 \$ a été inscrite en diminution des résultats non distribués.

#### *Augmentation d'une participation*

**PCGR du Canada** – L'augmentation de la participation dans les actifs et passifs consolidés d'une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV ») est comptabilisée en fonction de la juste valeur acquise.

**IFRS** – Selon les IFRS, la participation dans l'EDDV est considérée comme une participation dans une filiale étant donné que la société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un contrat. De plus, lorsque l'entité acquise est déjà contrôlée et consolidée dans les états financiers, les changements dans le pourcentage de la participation d'une société-mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres. Il faut donc retrancher la plus value inscrite aux immobilisations corporelles lors de l'acquisition de décembre 2008, réduit de l'amortissement comptabilisé depuis cette date. Conséquemment, les immobilisations corporelles ont été réduites de 2 991 \$ et les impôts miniers différés ont été réduits de 309 \$ à la date de transition. La contrepartie de 2 682 \$ a été inscrite en diminution des résultats non distribués.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

- 2- Rémunération à base d'actions** – Tel qu'il est mentionné dans la rubrique « Choix des exemptions facultatives lors de la transition aux IFRS », la société a choisi d'appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres octroyés avant la date de transition mais non entièrement acquis à cette même date.

*Comptabilisation de la dépense de rémunération*

**PCGR du Canada** – Pour les attributions fondées sur des actions dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, la juste valeur d'une attribution est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requise pour assurer l'acquisition.

**IFRS** – Chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition est échelonnée dans le temps est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque tranche d'une attribution est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requise pour assurer l'acquisition. Par conséquent, la société a ajusté sa charge de rémunération fondée sur des actions pour tenir compte de cette différence de méthode comptable.

*Extinctions*

**PCGR du Canada** – Les extinctions d'attributions sont comptabilisées lorsqu'elles surviennent.

**IFRS** – La société doit faire une estimation du nombre d'attributions dont l'acquisition est attendue, estimation qui est révisée si des informations ultérieures indiquent que le nombre réel d'attributions auquel il est renoncé sera probablement différent du nombre estimatif.

À la date de transition, la société a diminué ses résultats non distribués de 93 \$ correspondant à l'augmentation des dépenses de rémunération à base d'actions comptabilisées avant la date de transition entraînant ainsi une hausse du surplus d'apport d'un montant équivalent. L'effet sur les capitaux propres est donc nul. Cet ajustement représente l'impact des deux différences.

- 3- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles** – Tel qu'il est mentionné dans la rubrique « Choix des exemptions facultatives lors de la transition aux IFRS », la société a choisi d'adopter l'exemption facultative de IFRS 1 lui permettant de ne pas être tenue de se conformer aux dispositions de IFRIC 1 en ce qui concerne les variations de tels passifs qui se sont produites avant la date de transition. Conséquemment, la société a évalué ce passif au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et a estimé le montant qui aurait été inclus dans le coût de l'actif correspondant lorsque le passif a pris naissance, en actualisant le passif à cette date.

*Taux d'actualisation*

**PCGR du Canada** – Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles ne sont pas ajustées lors d'un changement de taux d'actualisation.

**IFRS** – Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles doivent être ajustées lors d'un changement de taux du marché. L'évaluation du passif au 1<sup>er</sup> janvier 2010 a amené une réduction des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles de 82 \$ et une diminution nette des immobilisations corporelles correspondantes de 60 \$. Conséquemment, la société a augmenté ses résultats non distribués de 22 \$ à la date de transition.

*Présentation de la dépense de désactualisation*

**PCGR du Canada** – La dépense de désactualisation périodique est comptabilisée aux résultats comme une dépense d'exploitation, non comme une dépense d'intérêts.

**IFRS** – La dépense de désactualisation périodique est comptabilisée aux résultats en tant que coût financier.

- 4- Participations ne donnant pas le contrôle**

**PCGR du Canada** – Les participations ne donnant pas le contrôle dans une filiale consolidée sont classées dans un poste distinct entre le passif et les capitaux propres dans l'état de la situation financière et à titre de composante du résultat net dans les résultats.

**IFRS** – Les participations ne donnant pas le contrôle sont classées au sein des capitaux propres dans un poste distinct. Ce reclassement a entraîné une augmentation des capitaux propres de 1 986 \$ à la date de transition. De plus, elles ne sont pas incluses comme une composante du résultat net, mais plutôt en tant qu'allocation de celui-ci. Ce reclassement ne concerne que le reclassement des données produites selon les PCGR du Canada antérieurement à l'adoption de façon anticipée du chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises » et les chapitres 1601 « États financiers consolidés » et 1602 « Participations ne donnant pas le contrôle » qui sont harmonisés avec IFRS 3R « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

- 5- **Actions accréditives** – Il n'y a aucune exemption en vertu de l'IFRS 1 pour les premiers adoptants à l'égard des actions accréditives. En conséquence, le traitement IFRS est applicable rétrospectivement.

**PCGR du Canada** – La totalité des produits reçus à l'émission d'actions accréditives est inscrite au capital-actions. Au moment de la renonciation aux déductions relatives aux dépenses d'exploration dans le cadre de l'impôt sur le revenu, des différences temporelles imposables se créent et l'impôt différé est comptabilisé. Les charges liées sont traitées comme frais d'émission d'actions.

**IFRS** – L'émission d'actions accréditives est comptabilisée comme l'émission d'un instrument financier composé. La composante passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions accréditives sont répartis entre les actions accréditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours boursier des actions au moment de l'émission et le montant résiduel, soit la prime payée, est attribué aux passifs. Lorsque la société a renoncé aux déductions fiscales et a encouru les dépenses admissibles, la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat en diminution des impôts différés et un passif d'impôt futur est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscales de celles-ci, la contrepartie étant comptabilisée en impôt différé en résultat. Conséquemment, à la date de transition, la société a augmenté le capital-actions de 2 267 \$ représentant les avantages fiscaux, nette de la prime payée, qui avaient précédemment été inscrits en réduction du capital-actions. La contrepartie a été inscrite en réduction des résultats non distribués.

### Différences de présentation

Certaines différences de présentation entre le référentiel comptable antérieur (« PCGR ») et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat global consolidé présenté ou sur le total des capitaux propres consolidés. Ces différences ont été inscrites dans la section «Reclassements découlant des IFRS» et en voici les grandes lignes :

- Les charges d'amortissement et épuisement sont maintenant présentées selon leur fonction plutôt que d'être présentées à titre d'élément distinct dans les résultats.
- Les revenus de ventes d'argent qui étaient auparavant comptabilisés en réduction des dépenses d'exploitation minière sont maintenant présentés comme revenus.
- Les redevances et l'usage à forfait, qui étaient auparavant présentés sur une ligne distincte aux résultats, sont maintenant inclus dans le coût des ventes et plutôt présentés par voie de notes.
- Les revenus d'intérêt, la variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie, les gains et pertes sur disposition d'actions de sociétés publiques et les gains et pertes de change sont maintenant inscrits après le résultat opérationnel, plutôt que d'être inclus dans les revenus.

### Rapprochements des états financiers déjà publiés selon les PCGR du Canada aux états financiers préparés selon les IFRS

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements des états financiers déjà publiés préparés selon les PCGR du Canada avec les états financiers préparés selon les IFRS.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement du compte de résultat consolidé pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Ajustements découlant des IFRS	Reclassements découlant des IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
<b>REVENUS</b>					<b>REVENUS</b>
Métaux précieux	23 292			23 292	Métaux précieux
Autres	576		(87)	489	Autres revenus
	23 868	-	(87)	23 781	
<b>DÉPENSES</b>					<b>DÉPENSES</b>
Exploitation minière	13 828		3 129	16 957	Coût des ventes
Redevances	561		(561)	-	
Usinage à forfait	300		(300)	-	
Administration	1 003	60	16	1 079	Administration
Exploration et évaluation de projets	2 673		35	2 708	Exploration et évaluation de projets
				20 744	
				3 037	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisation	72	(43)		29	Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
Amortissement, épuisement et radiations	2 395	(121)	(2 274)	-	
			(132)	(132)	Revenus financiers
	20 832	(104)	(87)		
<b>BÉNÉFICE AVANT AUTRES ÉLÉMENTS</b>	3 036	104		3 140	<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIERS</b>
<b>IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET IMPÔTS MINIERS</b>	582	11		593	<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIERS</b>
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>2 454</b>	<b>93</b>		<b>2 547</b>	<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>
<b>PERTE NETTE ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES</b>	-			-	<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</b>
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>	<b>2 454</b>	<b>93</b>		<b>2 547</b>	<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION de base et dilué</b>	<b>0,08</b>			<b>0,08</b>	<b>RÉSULTAT PAR ACTION de base et dilué</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement de l'état du résultat global consolidé pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Ajustements découlant des IFRS	Reclassements découlant des IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
<b>BÉNÉFICE NET</b>	2 454	93		2 547	<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>
Éléments du résultat étendu, nets d'impôts :					<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS</b>
Variation du gain latent sur les placements disponibles à la vente	806			806	Variation du gain latent sur les placements disponibles à la vente
Gains réalisés sur cession de placements disponibles à la vente inclus dans les résultats nets	(21)			(21)	Gains réalisés sur cession de placements disponibles à la vente transférés en résultat net
<b>RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>3 239</b>	<b>93</b>		<b>3 332</b>	<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE</b>
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES	-			-	RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.	3 239	93		3 332	RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.
	<b>3 239</b>	<b>93</b>		<b>3 332</b>	

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement du compte de résultat consolidé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Ajustements découlant des IFRS	Reclassements découlant des IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
<b>REVENUS</b>					<b>REVENUS</b>
Métaux précieux	61 151			61 151	Métaux précieux
Autres	3 417		(175)	3 242	Autres revenus
	64 568	-	(175)	64 393	
<b>DÉPENSES</b>					<b>DÉPENSES</b>
Exploitation minière	41 222		8 616	49 838	Coût des ventes
Redevances	1 487		(1 487)	-	
Usinage à forfait	1 863		(1 863)	-	
Administration	3 249	171	51	3 471	Administration
Exploration et évaluation de projets	5 220		103	5 323	Exploration et évaluation de projets
Gain sur disposition d'actifs long terme	(489)			(489)	Gain sur disposition d'actifs long terme
				58 143	
				6 250	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisation	213	(126)		87	Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
Amortissement, épuisement et radiations	5 629	(321)	(5 308)	-	
			(287)	(287)	Revenus financiers
	58 394	(276)	(175)		
<b>BÉNÉFICE AVANT AUTRES ÉLÉMENTS</b>	6 174	276	-	6 450	<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIERS</b>
<b>IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET IMPÔTS MINIERS</b>	1 846	31		1 877	<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS MINIERS</b>
<b>BÉNÉFICE NET</b>	4 328	245		4 573	<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>
<b>PERTE NETTE ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES</b>	(128)			(128)	<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</b>
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>	4 456	245	-	4 701	<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION de base et dilué</b>	0,16			0,17	<b>RÉSULTAT PAR ACTION de base et dilué</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement de l'état du résultat global consolidé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Ajustements découlant des IFRS	Reclassements découlant des IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
<b>BÉNÉFICE NET</b>	4 328	245		4 573	<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</b>
Éléments du résultat étendu, nets d'impôts :					<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS</b>
Variation du gain latent sur les placements disponibles à la vente	1 489			1 489	Variation du gain latent sur les placements disponibles à la vente
Gains réalisés sur cession de placements disponibles à la vente inclus dans les résultats nets	(80)			(80)	Gains réalisés sur cession de placements disponibles à la vente transférés en résultat net
<b>RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>5 737</b>	<b>245</b>	<b>-</b>	<b>5 982</b>	<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE</b>
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES	(128)			(128)	RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.	5 865	245		6 110	RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE MINES RICHMONT INC.
	<b>5 737</b>	<b>245</b>	<b>-</b>	<b>5 982</b>	

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens)

### Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Ajustements découlant des IFRS	Reclassement découlant des IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
<b>ACTIF</b>					<b>ACTIF</b>
<b>ACTIF À COURT TERME</b>					<b>COURANT</b>
Espèces et quasi-espèces	40 030			40 030	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Actions de sociétés publiques	1 311			1 311	Actions de sociétés publiques
Débiteurs	1 892			1 892	Débiteurs
Impôts sur le bénéfice et impôts miniers à recevoir	1 745			1 745	Actifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers
Crédits d'impôt à l'exploration à recevoir	3 474			3 474	Crédits d'impôt à l'exploration à recevoir
Stocks	7 364			7 364	Stocks
	55 816	-	-	55 816	
DÉPÔTS DE GARANTIE	290			290	DÉPÔTS DE GARANTIE
IMMOBILISATIONS	61 540	(2 341)		59 199	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
	<b>117 646</b>	<b>(2 341)</b>	-	<b>115 305</b>	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>
<b>PASSIF</b>					<b>PASSIF</b>
<b>PASSIF À COURT TERME</b>					<b>COURANT</b>
Créditeurs et charges à payer	9 262			9 262	Fournisseurs et autres créditeurs
Impôts sur le bénéfice et impôts miniers à payer	2 674			2 674	Passifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers
	11 936	-	-	11 936	
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS	6 366	(23)		6 343	OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET IMPÔTS MINIERES FUTURS	2 493	(258)		2 235	IMPÔTS MINIERES DIFFÉRÉS
	20 795	(281)	-	20 514	<b>TOTAL DU PASSIF</b>
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>					<b>CAPITAUX PROPRES</b>
Capital-actions	88 598	2 412		91 010	Capital-actions
Surplus d'apport	6 339	370		6 709	Surplus d'apport
Bénéfices non répartis	1 097	(4 842)		(3 745)	Résultats non distribués
Cumul des autres éléments du résultat étendu	817			817	Cumul des autres éléments du résultat global
	96 851	(2 060)	-	94 791	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Mines Richmond
	-			-	Participations ne donnant pas le contrôle
	96 851	(2 060)	-	94 791	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>
	<b>117 646</b>	<b>(2 341)</b>	-	<b>115 305</b>	<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>

## 22. Autorisation des états financiers

Les états financiers intermédiaires consolidés de la période terminée le 30 septembre 2011 ont été approuvés par le conseil d'administration le 4 novembre 2011.